VOTRE JOURNAL DE QUARTIER
La Page, journal de quartier dans le 14e, est publié par l'association de bénévoles L'Equip'Page. Elle est ouverte à tous et toutes : vous pouvez vous joindre à nous, nous envoyer vos articles ou vos informations (BP53, 75661 Paris cedex 14), ou téléphoner au 45.41.75.80. (répondeur).

DLP 16-6-95010753

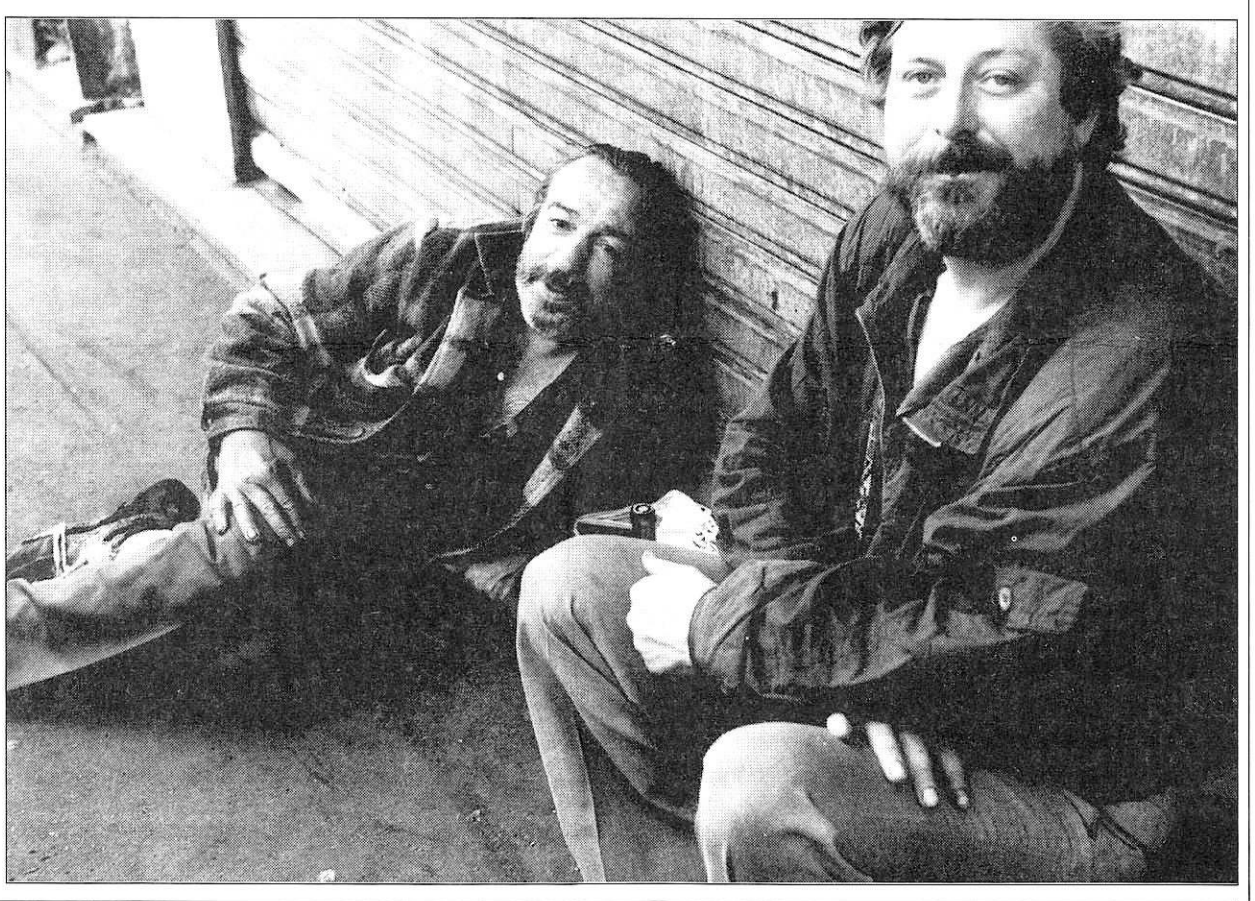
La Page

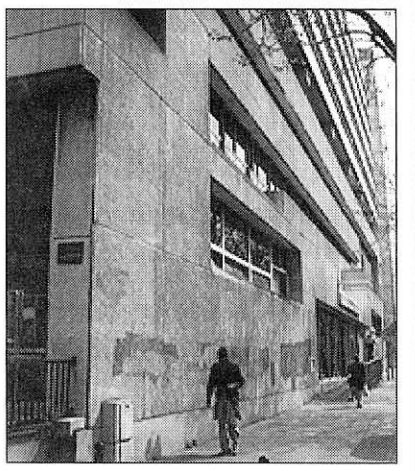
Du Mont Parnasse au Mont Rouge — *N°26 – 8 F*

Chômage, exclusion...

MEME EN ETE C'EST L'HIVER

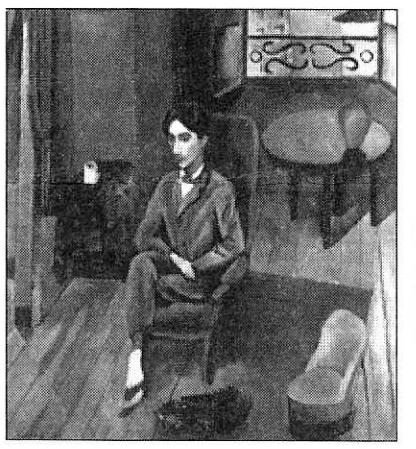
Non ! La Page n'est pas devenue un journal de SDF. La crise n'épargne cependant pas le 14e : du licenciement au chômage de longue durée (pages 2 et 3), de la perte de logement à celle de la santé. Des réponses ponctuelles existent : le dispensaire de l'avenue René-Coty (page 5), les expériences de Xavier Emmanuelli (page 4). Des actions utiles qui visent à limiter les dégâts. En attendant de s'attaquer aux causes, en attendant le changement...





POSTE : SOMBRE AVENIR POUR PARIS BRUNE

Enquête au centre Paris Bachelard (boulevard Brune), sur les conditions de travail et l'avenir du service public. (lire page 2)



MONTPAR S'EXPOSE

Jusqu'au 23 juillet, une exposition nous replonge dans la belle époque de Montparnasse. (lire page 6)

CONSULTATION SUR LE PATRIMOINE

Au Cica de mars, les associations du quartier ont discuté du patrimoine du 14e. (lire page 8)

ELECTIONS MUNICIPALES

Petit cours d'instruction civique

Dans quelques jours, les 11 et 18 juin, vous êtes invités à renouveler conseil d'arrondissement et Conseil de Paris. Les règles du jeu...

C'EST LA LOI du 31 décembre 1982, dite loi PLM (Paris-Lyon-Marseille), qui définit le statut de la Ville de Paris. Pour l'essentiel, Paris est une commune comme les autres. Elle est administrée par une assemblée élue, le Conseil de Paris (163 membres), qui désigne à son tour le maire de la capitale. Au niveau de chaque arrondissement, la loi PLM a mis en place un conseil d'arrondissement. Les élections ont lieu tous les six ans.

En mars 1989, les habitants du 14e ont élu 30 conseillers d'arrondissement, à la *« proportionnelle relative »* (sic) : la liste arrivée en tête obtient la moitié des sièges, les 15 autres postes étant attribués à la proportionnelle entre l'ensemble des listes, y compris la première. C'est le conseil d'arrondissement qui élit en son sein le maire du quartier. Jusqu'en juin 1995 le conseil d'arrondissement est composé de 24 conseillers élus sur la liste RPR/UDF, 4 élus sur une liste fusionnée au second tour (3 PS, 1 PCF) et 2 Verts. Les « premiers de liste » sont également conseillers de Paris : dans notre quartier, 8 élus de la liste RPR/UDF, 1 PS et 1 Vert nous représentent à l'Hôtel de Ville.

DÉMOCRATIE RELATIVE

Le Conseil de Paris a tous les pouvoirs dans la capitale. Cependant, il peut déléguer la gestion de certaines activités aux conseils d'arrondissement. Ceux-ci émettent des avis sur les décisions concernant la vie de leur quartier et les adressent au maire de Paris, à un adjoint ou au Conseil de Paris.

Dans les faits, tout est centralisé, décisions et gestion. Ainsi, aucun équipement sportif n'est géré localement et c'est l'Hôtel de Ville qui décide de tout. Si une association du 14e demande une subvention, c'est la Mairie de Paris qui instruira le dossier et décidera du montant de la subvention. L'avis du conseil d'arrondissement sera demandé, mais il n'est que consultatif...

Le premier tour des élections municipales aura lieu le 11 juin. Les listes présentes au premier tour peuvent se trouver dans les trois cas de figure suivants. Elles obtiennent moins de 5 % ; dans ce cas, c'est fini pour elles. Entre 5 et 10 %, elles ont la possibilité de fusionner avec une liste dépassant la barre des 10 %, mais elles ne peuvent se maintenir seules. On entre alors dans des négociations : je te soutiens, tu me laisses un poste, etc. Au-delà de 10 %, la liste a le choix entre la fusion et le maintien pur et simple.

A notre connaissance, quatre listes seront présentes dans le 14e. Une liste d'extrême-droite ; une liste représentant la majorité municipale actuelle ; la troisième, faisant renaître l'union de la gauche, réunira le PS, le PCF et le Mouvement des citoyens, sous la conduite de Pierre Castagnou. Enfin, une liste avec les Verts, l'Alternative rouge et verte et des militants associatifs sera derrière Jacques Blot, l'un des collaborateurs de *La Page*. Le deuxième tour aura lieu le 18 juin.

Bruno Négroni

RENCONTRER LA PAGE

Jeudi 22 juin à partir de 20 h 30, vous pouvez venir rencontrer les membres de l'équipe qui réalise le journal, pour bavarder et prendre un verre. C'est au bar du cinéma L'Entrepôt : 7-9, rue Francis-de-Pressensé.

POSTE BACHELARD, BOULEVARD BRUNE

Le service public n'habite plus à l'adresse

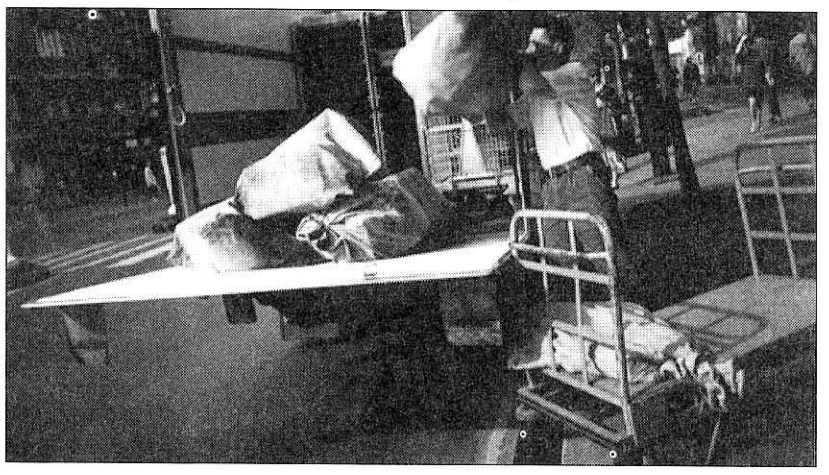
Après la grève qui a affecté, en février, plusieurs bureaux de poste du quartier (voir La Page n° 25), nous sommes retournés au bureau de Paris Bachelard, histoire de comprendre ce qui se trame derrière les murs de l'ancienne administration. A en croire les deux agents que nous avons rencontrés, le futur qu'on nous invente n'a rien de folichon.

LE 14E comprend neuf bureaux de poste et un centre de tri. Ici, à Paris Bachelard, nous comptons un peu plus de sept cents agents». Dans le grand hall de la distribution, entre d'innombrables rangées de casiers orangés, les préposés s'affairent, triant lettres et paquets, poussant d'antiques chariots de métal gris, tandis que le haut-parleur égrène des messages. On annonce qu'une position n'est pas remplie, on demande quelqu'un au téléphone... On se croirait dans un aéroport, avec le luxe en moins (il y a longtemps que l'on n'a pas réaménagé les arrière-salles de la vitrine postale et le lino usé jure avec l'éclat des triporteurs à la carrosserie pimpante). Cet inconfort est toutefois relatif : «Il y a des bureaux bien plus vétustes, avec le sol en terre battue et des charpentes en bois. Le drame de La Poste, c'est que le XXIe siècle y côtoie le XVIIIe».

Pour la distribution, tout commence avec l'arrivée des camions que l'on décharge en plein courant d'air. Dans une salle attenante aux quais de déchargement, on a ouvert les sacs de toile de jute - les sacs postaux immémoriaux - et l'on a effectué un premier niveau de tri (par quartier). Chaque responsable de quartier est venu chercher son lot de courrier pour le retrier par rue sur sa «position de travail». Une «position de travail», c'est d'abord une portion de table en fer sur laquelle reposent quatre blocs de casiers métalliques, où sont inscrits les noms et les numéros des rues. C'est l'univers caché du «préposé», celui que chacun persiste à appeler facteur; c'est là qu'il effectue le dernier tri avant d'affronter les rigueurs de la ville. Trier, rien de plus simple? Détrompez-vous. Cela requiert un savoir-faire très précis. Mais, pour en rendre compte, il faut s'élever, prendre de la distance par rapport aux casiers, à la position, au centre de distribution et se plonger dans la mise en oeuvre de l'Europe.

LA PRÉCARITÉ POUR UN MEILLEUR SERVICE ?

Depuis 1990 (date de séparation de La Poste et de France Télécom, date aussi de sa transformation d'administration en entreprise publique), les effectifs n'ont cessé de fondre. Ainsi, à la distribution, le nombre de préposés du matin n'est plus que de 166 (- 23) et celui de l'après-midi a baissé de 50 % (30 agents au lieu de 60). Pourtant, le volume de courrier n'a pas diminué. Pour parvenir à absorber la même charge, l'organisation du travail a été modifiée: ainsi, l'arrondissement était autrefois découpé en secteurs (ensemble contigu de rues); on en a diminué le nombre et on les a rebaptisés «quartiers» (ce qui revient concrètement à augmenter le nombre de rues dont s'occupe un facteur). On a, conséquemment, augmenté la charge portée par chaque facteur, ainsi que la longueur de sa tournée qui aujourd'hui est de quatre km; c'est aussi pour cela qu'on les a dotés de ces fameux caddies porte-sacoches où ils entassent plus de vingt kilos.



Ces chariots sont faciles à renverser en cours de manipulation.

Mais surtout, on a créé de nouveaux centres de distribution. Ce sont des plates-formes centralisatrices qui regroupent le courrier «imprimé sans adresse» (c'est-à-dire la publicité) de trois ou quatre arrondissements. Ces nouvelles structures n'utilisent pratiquement pas de titulaires. Y travaillent essentiellement des employés au statut précaire: des CES (1) et des CDII. Ces derniers sont très prisés par La Poste. Il s'agit de personnes embauchées sur des contrats à durée indéterminée intermittents, autrement dit, des chômeurs, recrutés à longueur d'année, mais, pour deux heures par jour seulement, ce qui ne leur permet pas de bénéficier d'indemnités de chômage. L'Etat (car c'est tout de même lui qui, toujours, pilote les entreprises publiques), soucieux de faire diminuer les charges du budget, innove en matière sociale... Décidément oui, «ça bouge, avec La Poste». Pour en revenir au travail quotidien des facteurs, un autre effet de la diminution des effectifs est que lorsqu'un facteur s'absente, il doit nécessairement être remplacé par quelqu'un qui ne connaît pas son quartier. Or, reprendre le quartier d'un collègue n'a rien d'évident.

ERREURS D'AIGUILLAGE

Il faut, non seulement connaître le nom des rues, le type des immeubles, la variété des systèmes de dépôt du courrier (en effet, selon les bâtiments, on peut, soit laisser le courrier à la concierge, soit le distribuer soi-même, mais dans ce cas, il faut savoir où se trouvent les boîtes aux lettres, comment on accède au local concerné, etc.). Mais surtout, il y a les réexpéditions. Vous savez, ces fameux changements d'adresse, provisoires ou définitifs, il faut bien les gérer, les prendre en compte. Il n'y a que la mémoire du titulaire du quartier qui le permet dans le temps imparti. Sur chaque position, est accroché un tableau portant la liste des personnes, rangée par rue et par numéro, dont il faut réexpédier le courrier. Cette liste, le facteur l'a en tête et, lorsqu'il trie le courrier, il met de côté les lettres correspondantes (pour les aiguiller vers leur nouvelle destination). On comprend fort bien que le «rouleur» (celui qui le remplace en cas d'absence) n'a pas la même connaissance du quartier et qu'il risque, pour respecter les cadences, de commettre des erreurs (erreurs de date, d'homonymie, d'adressage, erreurs qui représentent 80% des réclamations).

Les chiffres sont là. Depuis 1990, alors que chaque année 6 à 8 000 postiers quittent l'entreprise, seulement 2 000 embauches sont prévues (fonctionnaires et contractuels confondus). Dans les seuls centres financiers (en gros, Centres de Chèques Postaux et Caisse Nationale d'Epargne), nous indique un cadre de La Poste, «ils veulent, d'ici 1997, supprimer 12 000 emplois, dont 4 500 à Paris». Leur technique est des plus classiques, poursuit-il: «Ils veulent continuer à découper pour ne retenir que ce qu'il y a de plus rentable (depuis 1990, on compte à Paris, 11 restructurations qui auront permis de supprimer 250 emplois dans le seul secteur de la distribution). Déjà, nous comptons 10 filiales. L'objectif de la direction est de rentabiliser chaque filiale, ce qui aura pour conséquence «d'écrémer» la clientèle rentable et de supprimer la péréquation des tarifs (le prix d'une lettre ne sera pas le même selon les distances, le trafic, etc.)». Il est question d'implanter des bureaux en fonction de la composition socio-professionnelle des quartiers, de leur perspective de croissance, de la solvabilité de leurs habitants, de «la part d'étrangers». Un responsable syndical nous précise: «Le principe marchand de l'efficacité à tout prix est des plus mécaniques: vous divisez le chiffre d'affaire par la masse salariale et vous comparez avec les autres opérateurs.

JOURNAL INTIME COLLECTIF

C'est arrivé près de chez nous

L'association Vinaigre a fêté la première année du JIC. Treize réunions ont eu lieu, au cours desquelles les textes, écrits «sous la contrainte» (*), ont été lus, commentés, discutés, critiqués, attaqués ou applaudis, avant d'être réunis dans un recueil. En voici un, parmi tous ceux qui se passent dans notre arrondissement. (à suivre)

Jeudi 12 mai 1994, 20h30 - Boulevard du Montparnasse.

Une belle soirée, le soleil se couche sur le boulevard, quasi désert en ce jour férié. Un jeune homme s'approche d'un vieux vélo rouillé et entreprend de détacher la chaîne de celui-ci. Un homme, assis sur le banc à côté de lui, écluse des bières. Il porte un chapeau, une barbe, des vêtements sales.

- C'est votre vélo?
- Ben oui.
- Je me demande toujours s'il fonctionne, à chaque fois que je le vois.
- Oui, il fonctionne. Il est un peu pourri, mais il marche.
- Il marche?
- Oui...
- Mais il faut pédaler, quand même, non?
- Quand même, oui.

Si vous voulez participer au JIC ou vous procurer le recueil, téléphonez à Vinaigre au 45 38 56 83.

(*): les textes (minimum trois lignes, maximum trois feuillets) doivent mentionner la date, l'heure, le lieu, être strictement descriptifs, évoquer des scènes réelles se déroulant dans un lieu public, sans utiliser le mot «je».

223, rue Vercingétorix

LA CONCIERGE N'EST PLUS DANS

Après seize ans de bons et loyaux services, Mme Duquesne, gardienne, est licenciée par la Sageco. Les locataires de l'immeuble prennent sa défense.

L'IMMEUBLE du 223 rue Vercingétorix (Vercin pour les intimes) est un H.L.M.. Cela peut surprendre, car le bâtiment est presque cossu, le parvis, le hall, les ascenseurs sont nickel, pas de plates-bandes piétinées, pas de mégots de cigarettes. Ou plutôt cela surprenait. Car depuis le licenciement de la gardienne, Mme Duquesne, au mois de mars, la propreté laisse à désirer et l'immeuble commence à ressembler aux pires H.L.M. du quartier.

DEUX POIDS, DEUX MESURES

Premier acte, en 1993. La Sageco, qui gère l'immeuble, octroie un blâme à Mme Duquesne et lui retire ses primes: elle lui reproche de sous-louer un appartement de l'immeuble à sa fille; à quoi Mme Duquesne répond que cette situation est connue depuis le début par la Sageco, et qu'elle n'a pas à rendre compte des actes de sa fille majeure.

Deuxième acte, en 1994. La Sageco intente pour le même motif un procès à la fille de Mme Duquesne et à son gendre. Le jugement du tribunal d'instance leur donne six mois pour quitter les lieux, mais elle condamne la Sageco aux dépens. Il faut dire que pendant vingt-huit mois la Sageco a empoché un loyer et même un surloyer au nom du couple. Et surtout, Mme Duquesne a remis à l'avocat de sa fille deux documents montrant que la sous-location était une pratique déclarée et acceptée par la société pour huit autres sous-locataires...

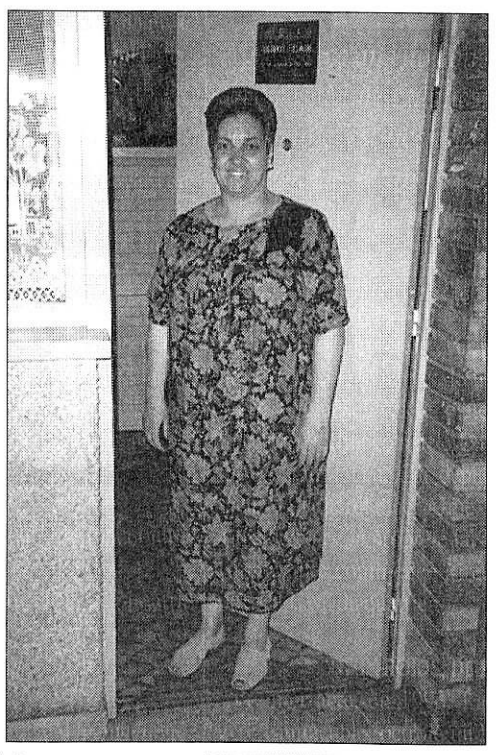
La Sageco considère que la remise de documents de la société «à un adversaire de Sageco dans le cadre d'une procédure contentieuse» est une faute lourde. Elle licencie donc Mme Duquesne, sans préavis ni indemnité, et lui demande de vider immédiatement les lieux. Mme Duquesne se défend: «qui n'aurait pas agi de même pour secourir son enfant?». Elle obtient tout de même un délai de trois mois et porte l'affaire devant les prudhommes pour obtenir des indemnités.

Les raisons de l'«acharnement» de la Sageco à son encontre sont plutôt obscures. En discutant avec quelques locataires, on apprend qu'ils sont regroupés dans deux associations: la plupart font partie de celle qui, dépendant de la Confédération nationale du logement(CNL), est particulièrement revendicative; l'autre amicale est bien plus conciliante... Entre les deux, Mme Duquesne n'aurait pas joué le rôle escompté par la Sageco.

Le préjudice moral, que subit tout salarié victime d'un licenciement abusif, est doublé ici d'un profond sentiment d'injustice partagé par Mme Duquesne et les locataires, «ses locataires» comme elle dit.

«ON PERD BEAUCOUP»

Preuve, les nombreuses lettres de soutien et de remerciement que ceux-ci lui ont envoyé et qui rappellent ses mérites tout en regrettant son départ. «Elle nettoyait, briquait, astiquait dès six heures du matin, des couloirs au troisième sous-sol; même le week-end, elle donnait un coup dans le hall d'entrée et les ascenceurs pour l'agrément des invités des locataires. Elle contrôlait discrètement mais efficacement les allées et venues, ce qui empêchait les cambriolages, surtout en été: elle ne prenait ses vacances qu'en septembre.» Mais Mme Duquesne n'était pas seulement une gardienne très consciencieuse. «Elle répondait au premier coup de sonnette à la loge, même en dehors des heures de permanence affichées: elle était toujours disponible pour ceux qui avaient un problème. Elle montait dans les étages pour porter aux personnes âgées leurs courses, voire leurs repas. Elle appelait les pompiers ou le Samu quand un locataire se trouvait mal, n'hésitant pas à veiller sur sa famille le temps de son hospitalisation.» Bref, une femme attentive aux besoins des autres et dont le dévouement ne connaissait pas de limites.



La porte de sa loge était toujours ouverte.

Preuve aussi, la mobilisation collective des locataires. Ils ont d'abord adressé à la

indiquée

Dans cette logique, qui prend de plus en plus le pas sur l'esprit du service public (qui, dès lors, est interprété comme une contrainte), la diminution des effectifs devient un leitmotiv). Au final, La Poste n'assure plus son rôle social d'aide à l'aménagement du territoire (il est question de supprimer 8 000 bureaux de poste!)»

LE SALUT DANS LA FUITE

Comment réagissent les facteurs? Ils ont le sentiment d'avoir été trompés. On leur a proposé un marché de dupes. «Quand on est entrés dans l'administration, on savait qu'on n'allait pas être bien payés, mais on avait la garantie de l'emploi et une certaine idée du service public. Aujourd'hui, certains agents savent qu'ils ne pourront pas rentrer dans leur région (les mutations sont presque impossibles, alors, ils se sentent comme des travailleurs immigrés dans leur propre pays). Ils craignent de perdre leur emploi et en plus, leur attitude vis-à-vis du public doit changer. Là, les agents de la distribution ne sont pas d'accord. C'est quand même un comble: profiter de la réputation acquise par La Poste, du temps où elle était une administration, du temps donc où elle inspirait confiance, pour convaincre les petits usagers d'acheter des «produits». Ça, les agents, vous comprenez, ils n'en veulent pas. C'est une question de déontologie, si vous voulez. Avant, on avait le sentiment de rendre service, d'être utiles. Ainsi, les guichetiers conseillaient aux gens ce qui leur était vraiment favorable. Ils leur disaient, non ne prenez pas ça, c'est trop cher pour vous; prenez plutôt ceci. Aujourd'hui, il faut vendre, atteindre des objectifs, forcer la main.

Les postiers vivent ça très mal. On voit se multiplier les formes de fuite: ils tentent de passer des concours dans d'autres administrations, ils se replient sur eux-mêmes. Le malaise quotidien se conjugue avec une montée de l'individualisme. Et puis, la plupart d'entre eux avaient voté pour ceux qui les ont trahis. La réforme de 1990, c'est le plan Quilès, c'est le gouvernement socialiste qu'ils jugent responsable de leurs problèmes».

J.L. Metzger

(1) Le sigle CES désigne les employés sous contrat emploi solidarité. Cela signifie qu'ils travaillent à mi-temps, payés 2 500 F/mois. La Poste, comme d'autres entreprises publiques recourt à ce subterfuge, en toute illégalité, pour éviter de recruter des salariés à statut.

LE FINANCEMENT DE LA POSTE

Diminuer les charges du budget? Il faut savoir que l'administration postale, jusqu'en 1990, n'a jamais été financée par l'impôt. Elle s'autosuffisait. Plus précisément, elle aurait pu complètement s'autofinancer si, comme toute banque, les fonds déposés sur les comptes qu'elle gère (les Centres de Chèques Postaux et la Caisse Nationale d'Epargne), avaient pu être rémunérés au prix du marché. Or, l'Etat la contraignait à transférer ces fonds au profit de la Caisse des Dépôts et Consignations, moyennant une rémunération forfaitaire insuffisante. De sorte qu'il fallait emprunter, à un taux élevé, sur les marchés financiers et s'endetter. Paradoxe dont les agents de La Poste paient maintenant le prix. «A force de diminuer les effectifs, c'est le service public qui se dégrade», résume un cadre.

L'ESCALIER

Sageco une pétition qui a recueilli 135 signatures (pour 148 appartements), rappelant que c'était une «excellente gardienne tant du point de vue de la surveillance de l'immeuble que de la tenue exemplaire de celui-ci». Leur demande, bien que soutenue par quelques lettres personnelles (dont celle d'un Chef de Cabinet au ministère de l'Intérieur) n'a pas abouti. Alors, pour témoigner de leur regret de la voir partir, ils ont organisé une petite réception pendant laquelle ils lui ont offert des cadeaux, «preuves minimes de (leur) gratitude face aux efforts fournis pendant 16 années». Sentiment général: «On perd beaucoup».

Parfois, Mme Duquesne se dit qu'elle a trop donné, de son temps et de son cœur, pour se retrouver sans travail et à la rue à cinquante ans. Son amertume ne s'efface que lorsqu'elle pense à ses locataires: qu'ils soient remerciés de leur gentillesse, qu'ils soient sûrs qu'elle ne les oubliera pas.

Laurence Croq

PAS SI SOCIAL ...

La Sageco, Société Anonyme de Gestion et de Construction d'H.L.M., est basée dans le 8e. Elle gère nombre de H.L.M. dans le 14e: au carrefour Alésia-Didot, sur le boulevard Brune (voir courrier d'un lecteur sur l'isolation dans La Page n°24)... Mais aussi les foyers de personnes âgées des rues Ridder et des Arbustes.

Dans l'immeuble du 223 rue Vercingétorix, plusieurs locataires n'ont d'ailleurs pas le «profil H.L.M.». Leurs revenus sont confortables: ils sont propriétaires d'un appartement à Paris ou d'une maison en province. Ils ne connaissent pas les listes d'attente où le Parisien désargenté doit s'inscrire dans l'espoir d'avoir un logement, parfois dix ans après sa demande: ils n'ont attendu qu'un mois, parfois même huit jours pour obtenir satisfaction. Simple coïncidence: ils sont en excellents termes avec des membres de la municipalité parisienne.

la cagouille

- OUVERT TOUS LES JOURS -
MEME LE DIMANCHE

(Face au 23, rue de l'Ouest)
10/12 PLACE C. BRANCUSI - 75014 PARIS

RÉSERVATION 43.22.09.01
TÉLÉCOPIE 45.38.57.29

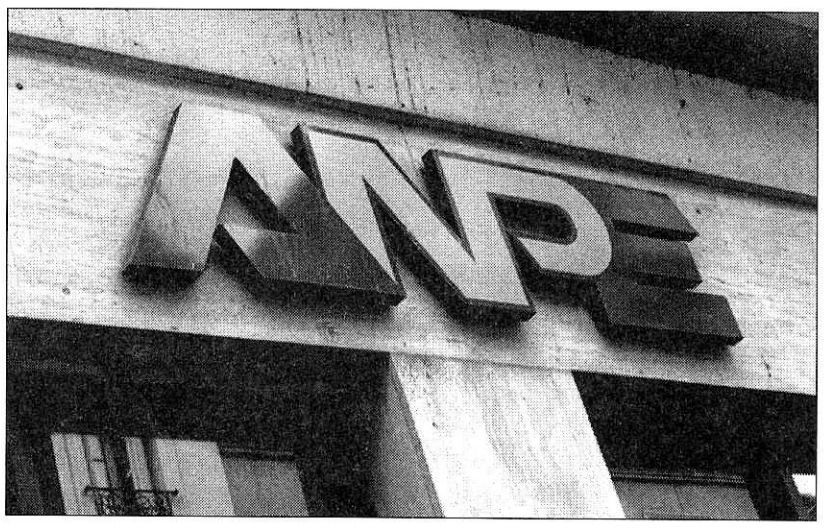
ABONNEZ-VOUS A LA PAGE

Six numéros : 40F (soutien : 100F).
Adressez ce bulletin et votre chèque à l'ordre de L'Equip'Page, BP53, Paris cedex 14.
Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
.....

Un témoignage sur le chômage

LA DÉRISION CONTRE LA DÉPRIME

Après nous avoir raconté ses difficultés pour trouver un logement social (voir La Page n° 25), Alice, au chômage depuis 1992, accepte de témoigner sur ce qu'est son quotidien. Et si ses idées dérangent, est-ce parce qu'elles ne correspondent pas à l'image du «bon pauvre» ou du «battant prêt à tout pour décrocher l'inaccessible étoile»?



VOUS DIRE comment se déroule la vie quand on cherche un emploi? Ça dépend depuis combien de temps on cherche, ça dépend aussi de l'âge. Vous savez, avec l'âge, on n'y croit plus autant qu'avant. On devient conscient, perspicace, on sait très bien.

- Depuis combien de temps cherchez-vous du travail?

Ça fait trois ans. Oui, le temps passe. Je croyais que ça ne faisait que deux ans, mais non, ça fait bien trois ans. Pendant tout ce temps, j'ai dû envoyer plusieurs centaines de lettres, et je ne sais combien de coups de fil. Au début, on pense qu'on va trouver mais, à force d'être refusé, on se dit qu'on ne trouvera plus.

- Sur ces centaines de demandes...

J'ai été convoquée une dizaine de fois. Oui, au maximum. Mais, on s'est trop souvent moqué de moi. Tenez, c'était dans un centre médical. Après une heure d'attente, la directrice me dit: «Excusez-moi, je vous avais oubliée». C'est moi qui ai refusé, c'était un temps partiel à 70 %, payé sur la base du Smic. Il fallait venir le matin et après quinze heures.

- Comment se passent vos démarches, plus précisément?

Il y a une organisation. Le lundi, j'achète le Figaro. Tenez, je l'ai amené. Je sélectionne les annonces, en fait, il y en a deux, cette fois. On exige tellement de choses. Qui peut rentrer dans ces profils recherchés? L'après-midi, je rédige les demandes. Le mardi, je vais à l'ANPE et l'après-midi j'écris des lettres spontanées. Au début, j'allais à l'ANPE tous les jours, on peut consulter les écrans. En général, il n'y a rien pour moi. Les autres jours, je peux aller à des associations d'aide aux chômeurs. J'en connais une, dans le 15e, mais ils ne proposent que la consultation des journaux, une aide à la rédaction ou encore, ils nous permettent de nous entraîner sur les écrans. Ils nous conseillent également des CES (1). Dans l'ensemble, ils n'ont pas les moyens de faire autre chose.

- Pour en revenir aux offres d'emploi. Vous dites qu'elles sont trop sélectives?

Quand ce n'est pas «bilingue anglais» (sur 32 offres ce jour-là, 14 contenaient le critère bilingue), c'est des traitements de texte. Il faudrait passer par un trou de souris.

- Vous avez pourtant suivi des stages...

Oui. Mais, comme je n'ai jamais eu l'occasion de pratiquer, je leur dis qu'il me faudra du temps pour être efficace. Si on est honnête, on aborde le manque de pratique. Ils me répondent: «Nous, on cherche plutôt le BTS», avec un petit air de connivence, comme si l'affaire était entendue de longue date. Ils préfèrent quelqu'un tout de suite prêt. Il faudrait avoir déjà vécu dans leur société, avant d'y entrer. Les employeurs ne veulent que des machines, ils n'ont plus besoin d'êtres humains. Ils préfèrent quelqu'un avec le harnais, qui ne voit plus clair.

- Mais parmi les offres d'emploi, il n'y a tout de même pas que des postes à haute technicité.

Je ne sais pas si on peut appeler ça de la haute technicité. Je les appellerais plutôt des moutons à cinq pattes. Tenez (elle reprend le Figaro), ceux-là (elle cite un nom d'entreprise), c'est de l'intérim. J'y suis déjà allée. On ne s'est même pas occupé de moi. Au bout d'un moment, j'ai demandé si je pouvais remplir un dossier. On m'a dit: «Non, c'est pas la peine». J'ai tout de suite vu que je n'avais pas plu. On ne le sait pas, mais beaucoup de ces annonces sont des postes d'intérimaires. Et puis, voyez vous-même, ils demandent des «jeunes», ou «25 ans environ», «Bac + 2», «18 à 23 ans», «PAO», «secrétaire Pagemaker», «secrétaire juridique», «temps partiel», «mi-temps», «logiciel X ou Y».

- Et ces offres, que leur reprochez-vous?

Celles-là, je les exclus tout de suite. Avec l'expérience, on sait les reconnaître, c'est des cabinets de recrutement, ils vous font passer des tests humiliants. Non, au final, ce lundi-là, il n'y a que deux offres auxquelles je peux répondre. Et puis, on ne peut pas faire que chercher un emploi. J'en connais qui sont dans ce cas. Ils en deviennent détraqués, ils n'arrivent pas à échapper à cette idée. Ils se croient foutus, parce que c'est toujours considéré comme dégradant (d'être au chômage). Surtout chez ceux qui n'y sont que depuis moins d'un an. Je suis passée par là. Vous vous acharnez dans le vide et en fait, vous vous ridiculisez. Il ne faut pas oublier que ce sont les employeurs qui peuvent proposer des postes.

- Et les stages, parlez-moi des stages que vous avez suivis.

Oui, on fait des stages, ça regonfle un peu. Après un stage, on recommence à chercher avec plus d'enthousiasme, mais au bout de quelque temps, on décroche encore. J'ai fait cinq stages professionnels (secrétariat, anglais, logiciels, etc.). Moi, je me sentais capable de retravailler. Mais, ça n'a rien donné. Sans doute me manquait-il la cinquième patte?

Et puis, il y a les stages de recherche d'emploi. Le premier c'était «techniques de recherche d'emploi». A l'ANPE, ils savent plus quoi nous faire faire, alors ils nous font faire des formations, des arrêts de pointage. D'abord, on vous fait signer un papier comme quoi vous vous engagez d'avance, à faire tout ce qu'on vous demandera de faire pendant le stage. On aurait dit une secte. J'ai signé, mais j'ai rajouté «à condition qu'il n'y ait pas atteinte à la dignité humaine». C'est rigolo, les stages. Je veux dire, qu'il vaut mieux les prendre à la dérision.

- Que vous ont-ils obligée à faire?

C'étaient des techniques canadiennes, comme si en France on était trop bêtes. Ils nous ont donné un dossier pour nous aider à réfléchir sur ce qu'on savait faire, comment se connaître, s'étudier. Et puis, on devait travailler à deux, avec un autre stagiaire qui était pour ainsi dire notre «miroir». On devait donner une liste de gens qu'on connaissait et notre «miroir» téléphonait à ces personnes pour leur demander si elles n'avaient pas du travail pour nous.

- On vous obligeait à téléphoner sur le temps du stage?

Oui, et les formateurs venaient voir comment on se débrouillait. Je vais à ce genre de stage par curiosité, pour observer moi aussi, le comportement des autres, les méthodes des formateurs. Plus personne n'y croit, à ces techniques. Même les formateurs, mais que voulez-vous, ils sont obligés eux aussi.

- Et, à part téléphoner?

Il y avait aussi l'étude des CV. Là, c'est vraiment comique. Autant de personnes qui vous conseillent, autant de manières différentes de rédiger son CV. On nous a même encouragés à mettre notre CV sur les pare-brise des voitures. Il y en a qui sont prêts à le faire. Il y a aussi la caméra. C'est un peu gros: ils nous préparent comme si on était aux présidentielles. On devient des robots, on ne veut plus des personnes normales, il faut se corriger, corriger ses défauts. Pour ne pas devenir dingue, j'en ris. Mais, il y en a qui s'embringuent là-dedans. On nous prend pour des gamins, on doit noter ses défauts, on se juge les uns les autres. Bon, le côté positif, c'est que ça peut révéler certaines choses qu'on ne s'avoue pas. Quoiqu'il en soit, il faut vraiment savoir prendre à la dérision toutes ces situations pour tenir.

- Et l'avenir?

Justement, j'ai encore fait pour 27F de photocopies. Je vais au DAL (2), là, remplir un nouveau dossier pour trouver un logement. J'y crois pas tellement, mais on va essayer. En participant à la réquisition des emplois, à la FNAC, mardi 4 avril, j'ai rempli un dossier (3). Je sais pas ce que ça va donner... L'avenir? ça va être de s'imposer, de se rassembler, car quand même, si les 6 millions de personnes précarisées manifestaient à l'Elysée et à Matignon, on ne peut pas faire autrement que gagner, non?

Propos recueillis par Jean-Luc Metzger

(1) CES signifie «Contrat Emploi Solidarité». Ce sont des sortes de pseudo-emplois à mi-temps, payés moins de 2 500 F. net. En principe réservés aux administrations, entreprises publiques ou associations, ils sont censés faciliter l'insertion des chômeurs. Mais nombre d'employeurs détournent ce type d'emploi en transformant des emplois salariés en CES.

(2) L'association Droit au logement.

(3) Le 4 avril, plusieurs associations dont AC (agir ensemble contre le chômage) ont occupé les locaux de la FNAC Montparnasse, en réclamant la création d'emplois. Avec le soutien des syndicats de la FNAC, une vingtaine de chômeurs ont déposé un dossier de candidature. Action symbolique, elle constitue un exemple de rapprochement entre les revendications des chômeurs et celles des salariés.

CONTRE L'EXCLUSION

Xavier Emmanuelli, apôtre de l'Unité

Scoop! Un ministre accordant une interview à la Page! Ce n'était pourtant pas à ce titre que nous l'avions rencontré. Fondateur de Médecins sans frontières, Xavier Emmanuelli habite le 14e depuis plus de 20 ans. Et s'il a pu créer, en 1994, le Samu social, c'est en partie grâce à deux établissements de notre quartier : le dispensaire de l'avenue René-Coty (cf. article ci-contre) et les lits d'infirmerie de l'hôpital Cochin. En octobre dernier, il a publié un essai (1) dans lequel il présente son projet contre l'exclusion.

A L'OPPOSÉ des figures médiatiques, loin de chercher à impressionner, Xavier Emmanuelli vous met tout de suite à l'aise. C'est d'ailleurs lui qui le premier m'interroge sur son livre: «Alors, vous l'avez lu? Qu'est-ce que vous en avez pensé?» Comme si mon avis avait une quelconque importance... Peu à peu, il raconte, non le spectacle de l'extrême dénuement auquel il est quotidiennement confronté, mais son analyse de la «crise». En quelques phrases, il résume tranquillement une existence pour le moins mouvementée. Fils de médecin, il a d'abord été «médecin de campagne», puis a pratiqué dans la marine et dans les mines, avant de devenir anesthésiste dans les premiers Samus parisiens. Il a été ensuite médecin de prison, a fondé Médecins sans frontières (avec Bernard Kouchner) et, il y a deux ans, le Samu social.

VERS L'AUTRE

Son itinéraire politique n'est pas moins riche. «Ce qui m'amuse, c'est les crises», lance-t-il comme pour excuser le «romanesque» qui a animé ses «rêves d'enfant mal grandi» qui l'a conduit à s'engager au Parti Communiste, ce qui «avait un sens, après la guerre». Dans les années 60, il fut solidaire des guerres de libération dans les pays colonisés. C'était le temps de l'espoir, incarné par la figure du Che... Et puis, au milieu des années 70, il découvre la réalité des régimes communistes... On imagine mal, aujourd'hui ce qu'une telle découverte engendra comme désillusions et amertume. C'est alors «la blessure, la haine après l'amour» et le début d'un «questionnement sur la destinée».

Il a évoqué tout cela d'un trait, en souriant, presque étonné de mon ignorance. Pourtant, on ne peut comprendre le sens de son action, on ne peut surmonter les possibles ambiguïtés de son discours, qu'en tenant compte de ce double itinéraire tourmenté, de cette intention d'aller systématiquement vers l'autre. Fort du savoir-faire que donne l'expérience de tant d'engagements, il invente alors un regard sur le monde moderne. Ce point de vue, il l'évoque en des termes «revisités», dont il est difficile de rendre compte. D'une voix étrangement calme, presque lasse, il dit ainsi que «nous vivons les premiers moments d'une crise de culture, faute d'avoir su opérer notre révolution culturelle dans le domaine social et politique».

La crise n'est certes que «larvée, molle, à peine perceptible», mais pour un regard exercé, les signes avant-coureurs en sont perceptibles. Ainsi de notre incapacité à éradiquer le Sida. Alors qu'il ne s'agit, pour ce qui concerne l'Europe, que d'une «toute petite épidémie», on ne parvient pas à l'enrayer. Et si nous sommes tellement impuissants, c'est, au fond, parce que le traitement de cette maladie nécessiterait de ne plus raisonner par grandes fonctions cloisonnées, mais en considérant le malade comme un tout... un être humain, en somme.

Plus généralement, si l'analyse (en tant que mode de connaissance) a permis de faire des progrès techniques fantastiques, il ne faut pas oublier que fondamentalement, elle constitue une opération de séparation (dans le vocabulaire de l'Apocalypse, il dira qu'elle constitue un enchaînement «diabolique», parce qu'elle procède par coupures, par dichotomies).

LE SYNDROME DE DARTY

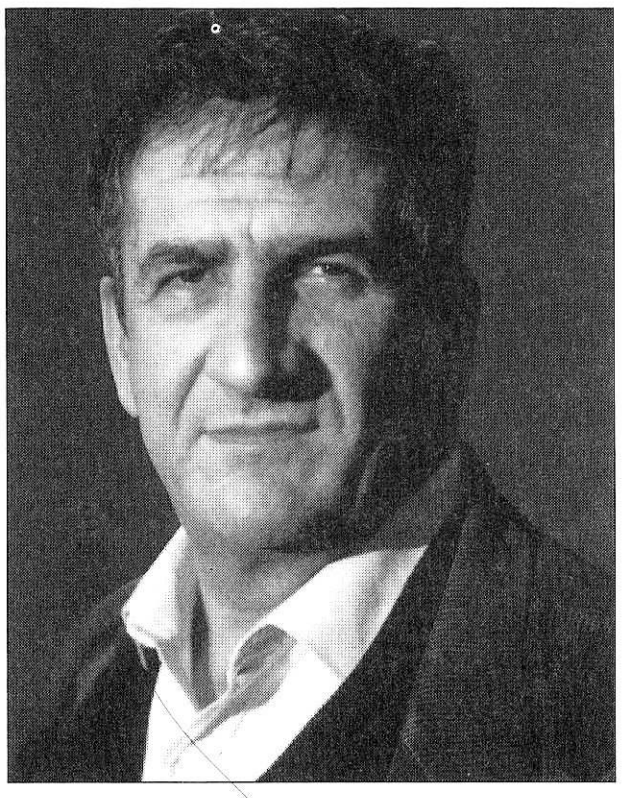
Mais, là où se focalisent toutes les incohérences de la division du travail, c'est à l'hôpital. Ce dernier devient «performant», mais il ne soigne que des hommes-machines. Les soignants deviennent également «performants»; on les sélectionne avec un bac C, puis on les spécialise et on leur apprend à maîtriser des machines, bref, on les dresse à n'agir que sur une dimension de l'individu, comme si on avait «extrait la maladie du patient». Mais on oublie que le malade veut dire quelque chose, en faisant sa maladie. On passe à côté de la dimension «immatérielle».

Cette autre dimension, il en évoque l'importance, dans son dernier essai, lorsqu'il aborde avec pudeur, la question de sa foi. C'est elle qui lui permet d'«éviter de basculer», m'explique-t-il. Quand on est quotidiennement «confronté avec l'extrême souffrance, la mort, l'urgence, dans ce type de situations, auxquelles on ne s'habitue jamais», il est difficile d'être «à la fois dedans et dehors. Vous savez, les membres du Samu pratiquent tous une activité à risque. C'est un moyen de se constituer de solides références, en défiant la toute-puissance.» Dieu, plus que la figure figée de l'Eglise, c'est un besoin de «transcendance, si nécessaire pour sacraliser la nature humaine», pour donner du sens à tous les actes de soin qui, dès lors, deviennent aussi des actes de charité. «Mais, attention, je ne soigne pas au nom de Dieu. La foi, si vous voulez, la foi demeure dans l'intention qui me fait m'engager pour soigner l'autre.»

Sinon, on fait fausse route, on réduit l'autre à l'image d'une machine qu'un plateau technique peut dépanner. L'hôpital souffre du syndrome de Darty. Parler de Dieu, c'est aussi une manière de combattre un monde sans symbole, devenu banalité à force de rationalité: «la mort est planquée, on ne se marie plus, la consommation fait sauter les derniers tabous, les repères de temps n'existent plus. Avec les images virtuelles et la monnaie électronique, l'espace n'existe plus non plus. Où trouver ce sens que Malraux appelait de ses voeux en écrivant que «le XXIe siècle sera spirituel ou ne sera pas»?»

PAS DE SANITAIRE SANS SOCIAL

Cette spiritualisation de la modernité, Xavier Emmanuelli en propose une mise en oeuvre très concrète dans la réunion du sanitaire et du social. L'hôpital n'est plus



«Nous vivons les premiers moments d'une crise de culture».

qu'un plateau technique proposant des actes sophistiqués de plus en plus chers, donc réservés, à terme, à une élite. Les réformes initiées dans les années 70 ont radicalisé cette distinction, que la décentralisation n'a fait qu'amplifier. En effet, elle a ajouté une nouvelle source de division, en mettant en concurrence les intérêts de l'Etat et ceux des communes.

Tout devient alors clair. C'est dans l'espace laissé vacant entre le sanitaire et le social que Xavier Emmanuelli propose d'intervenir. La création du Samu social va précisément dans ce sens. Il s'appuie sur des initiatives plus anciennes, comme celles du dispensaire de l'avenue René-Coty, où le Bureau d'aide sociale (BAS) met à la disposition du public un lieu de vie (cf. article ci-contre). «Ils nous ont prêté leur espace pour la nuit, au début, quand le Samu social n'était qu'à ses balbutiements» (2). On y trouve des médecins, des infirmiers, des travailleurs sociaux, mais aussi de quoi se doucher, un coiffeur, un pédicure, de quoi laver et faire sécher son linge ;on peut même y laisser ses affaires en consigne. Enfin bref, présenter bien».

Autre point de référence: les lits d'infirmerie de l'hôpital Cochin. Il s'agit d'un des derniers services de ce type. Ils accueillent les patients qui, bien que souffrants, ne sont pas suffisamment malades pour justifier une hospitalisation - au vu des critères actuels d'occupation des lits -. Là, certaines personnes sans domicile peuvent venir «soigner une angine, ou récupérer après une opération. Vous comprenez ? C'est les condamner à rechuter, à contracter des surinfections, que de les renvoyer dans la rue».

Il faut lire le premier chapitre du «Dernier avis avant la fin du monde», pour entrevoir ce que peut être l'(in)existence des plus pauvres. L'auteur y décrit l'indifférence incarnée qui marque le corps des «nouveaux gueux» et le travail des soignants qui, malgré tout, vont vers eux. Car il faut, la plupart du temps, aller vers eux. Trop de temps passé à lutter pour survivre dehors rend insensible. Ou plus précisément, conduit à ne plus réagir à la douleur. Les soigner, c'est d'abord leur réapprendre à aimer leur corps.

CONTRE LA TOUTE-PUISSANCE DES INGÉNIEURS

On retrouve le thème de l'engagement. «Bien sûr, c'est très controversé. On peut nous reprocher de faire de la médecine pour pauvres. Mais moi, cette médecine pour riches, cet hôpital hyper-technique et réservé à une élite, vers lequel nous conduisent les pratiques de gestion actuelles, je n'en veux pas non plus.» Le point de vue de Xavier Emmanuelli pourra choquer, déranger. D'autant plus qu'il n'hésite pas à dire que la création du Samu social doit beaucoup à Jacques Chirac: «J'aime cet homme, d'homme à homme.» Il dit avoir été en face d'un homme à l'écoute. Séduction, tactique, moment exceptionnel, sincérité? Qui sait? Toujours est-il que la première pierre d'une alternative vient peut-être d'être posée et tant pis si «beaucoup d'amis m'ont tourné le dos».

Les questions les plus difficiles à résoudre sont d'ordre culturel. A l'ère de la mondialisation par l'image, l'Occident, trop sûr de ses valeurs, veut imposer le consensus. «Pourquoi? Moi, je veux pouvoir dire que je suis contre la toute-puissance des ingénieurs. C'est ça aussi, l'engagement. Je ne suis pas un saint, je ne demande pas qu'on s'engage comme on entre dans les ordres, mais pour répondre à une interrogation sur l'homme.»

Jean-Luc Metzger

(1) «Dernier avis avant la fin du monde, Albin Michel, 1994».

(2) Aujourd'hui, le Samu social tient ses quartiers à l'hôpital Saint-Michel, dans le 15e.

Ecoles maternelles et primaires

HALTE AU CUMUL DES FONCTIONS

Cet article exprime le point de vue d'une animatrice sur le problème de l'animation dans les écoles. Elle le pose en des termes auxquels La Page est sensible: le cumul des fonctions peut être un obstacle à l'intégration des chômeurs peu diplômés. Mais méfions-nous des généralisations hâtives: l'ensemble du corps enseignant ne doit pas être jugé à l'aune de l'égoïsme de certains instituteurs.

POLITICIENS, chefs d'entreprises, syndicats s'accordent à dire, aujourd'hui, que le partage du travail est la meilleure solution pour enrayer le chômage. Mais comment une idée, aussi louable soit-elle, peut-elle faire sa place dans une société où le cumul des fonctions est une pratique si courante, même à l'échelle locale?

Dans les écoles maternelles et primaires du XIVe, à côté d'un personnel permanent (directeur et corps enseignant), existe un personnel vacataire (animateurs et surveillants). Son rôle: s'occuper des enfants pendant l'heure du déjeuner, au moment de l'étude, les mercredis et pendant les vacances scolaires. Historiquement les instituteurs étaient les premiers à assumer ces fonctions. Par la suite, ils ont choisi d'abandonner ces postes, permettant ainsi à des jeunes de les occuper et pour certains d'en faire leur métier. Aujourd'hui, ces postes sont occupés surtout par deux catégories de personnes: les jeunes diplômés à la recherche d'un emploi et les agents faiblement diplômés qui, pour la plupart, souhaitent faire carrière dans l'animation. Ce métier donne ou redonne un sens à leur vie.

L'ANIMATION: UN MÉTIER MENACÉ

La crise économique aidant, les instituteurs tentent de récupérer ce qu'ils considèrent comme leur bien, au nom d'une pseudo-priorité, d'une loi informelle. Depuis deux ans, cette tendance s'amplifie avec l'aide et la bénédiction de leur hiérarchie directe.Sous prétexte qu'ils n'ont pas un salaire suffisant (8000 à 10 000 F./mois), tous les moyens leur sont bons pour gagner 1500 F. de plus. Ils choisissent leur confort personnel même si c'est au détriment de personnes qui en ont réellement besoin, d'innocents déjà précarisés.

Malgré les efforts de la Ville de Paris, l'avenir des animateurs et surveillants n'est plus garanti. Les animateurs ne souhaitent pas être des pions sur un échiquier de la honte et de l'inégalité, pions qui seraient déplacés au gré d'humeurs et de choix contestables.

Le système de cooptation est pervers: un instituteur peut prendre la place d'un animateur, l'inverse est impossible. C'est un cercle vicieux: pendant que la «caste» des instituteurs-surveillants se consolide, le nombre d'animateurs se réduit comme une peau de chagrin.

Cet exemple type d'injustice sociale n'est malheureusement pas un cas unique et spécifique au XIVe. Comment ne pas se révolter contre ce genre de phénomène qui se déroule dans le secteur public, lequel se veut pourtant le garant de la moralité et de l'équité et s'insurge contre ce genre de pratiques propres, selon lui, au secteur privé? Cette attitude révèle un égoïsme et un individualisme qui est le triste apanage des sociétés contemporaines.

Il est temps que l'Education Nationale reprenne ses lettres de noblesse.

F. Sacquet

LA PAGE
est éditée par l'association
L'Equip'Page BP 53, Paris cedex 14.
Directrice de publication :
Béatrice Hammer.
Tél (répondeur) : 45.41.75.80.
Commission paritaire n°71 081.
ISSN n°0998 2728.
Impression : Rotographie, Montreuil

Sans-abri

CENTRE RENÉ-COTY: UNE HALTE DANS LA GALERE

Au 6, avenue René-Coty, un «dispensaire de vie» accueille depuis octobre 1990 les personnes sans domicile fixe. Visite guidée sur les pas de sa directrice, Mme Ulm.

A DEUX PAS de la place Denfert-Rochereau, un bel immeuble en pierre de taille. A droite de la porte, un petit panneau annonçant les horaires des consultations, seul indice de la fonction du bâtiment. Un interphone. Un sas d'entrée où l'on montre patte blanche au gardien. Dans le hall aux murs gris, une rotonde avec de grandes baies vitrées d'où le personnel peut surveiller les allées et venues, à droite vers la buanderie, le salon de coiffure et la salle de soins, à gauche, vers le cabinet médical et les douches.

La directrice m'attend dans la rotonde: c'est là qu'elle travaille. «Ici, il faut être polyvalent», m'explique-t-elle d'emblée en rejoignant un usager dont elle doit refaire les pansements, puisque l'infirmière est en vacances. De toute façon, elle a l'habitude des relations avec les gens démunis physiquement ou moralement. Elle évoque son expérience d'infirmière à domicile, activité qu'elle a pratiquée pendant vingt ans jusqu'à ce que la Mairie de Paris ferme ce service. Alors, elle gère cet établissement avec beaucoup de chaleur humaine et de gentillesse. Elle applique le règlement, mais avec souplesse: elle ne renvoie pas l'habitué qui vient au Centre Coty avec un bon pour la halle Saint-Didier. Elle se substitue à l'assistante sociale le temps d'un coup de fil, pour savoir si la pension de retraite d'un usager a été versée. Elle n'infantilise pas, ne culpabilise pas, elle écoute chacun, même si elle avoue des préférences.

Le Centre René-Coty est un «dispensaire de vie» géré par le B.A.S. (Bureau d'aide sociale) qui dépend de la Mairie de Paris. Cette structure originale réunit, dans un même bâtiment, plusieurs services d'hygiène et de médecine destinés aux personnes sans domicile fixe, afin qu'elles gardent ou retrouvent une hygiène et une apparence extérieure correctes.

PRENDRE SOIN DE SON CORPS

Les usagers peuvent tout d'abord se doucher, comme aux bains-douches municipaux pour lesquels ils ont des tickets gratuits. Mais ils préfèrent venir au Centre car, ici, on prête serviette et peignoir de bain, on fournit un sac de toilette avec savon, shampooing, mousse à raser et rasoir, dentifrice et brosse à dents (une fois toutes les trois semaines); à cela s'ajoutent, sur demande, déodorant, eau de Cologne, mouchoirs jetables et préservatifs. D'autre part, ils peuvent profiter du coiffeur.

Ils ont à leur disposition une «buanderie» où chacun lave, fait sécher et repasse son linge. Ils patientent en lisant quelques journaux, en attendant qu'une machine à café, voire une télévision, rendent l'espace plus convivial.

Le Centre n'a pas de vestiaire. La directrice remarque que les associations s'occupent très bien de cette tâche, parfois trop bien: certains usagers lui proposent des vêtements car ils ne veulent pas être trop chargés! Mais elle distribue des sous-vêtements, des tennis en toile et, en hiver, écharpes, gants et bonnets. Si tous les hommes sont satisfaits, certaines femmes semblent plus exigeantes, refusant tel sous-vêtement blanc car elles ne veulent que du noir... La responsable semble d'autant plus contrariée que les objets distribués, produits de toilette, sous-vêtements ou autres

sont neufs, de qualité moyenne à supérieure, et qu'elle les a souvent choisis elle-même avec soin. Des consignes sont proposées pour quinze jours, avec d'éventuelles prolongations.

Enfin, une petite structure de soins complète l'ensemble: un médecin généraliste, un pédicure et une infirmière, pour les soins ordinaires. Pas de dentiste: pour cela, les personnes sans domicile fixe peuvent s'adresser au dispensaire de la rue de Gergovie ou chez Médecins du monde. Pas de psychologue non plus; il y en avait un à l'ouverture, mais le suivi des patients était très difficile. Et puis ils préfèrent confier leurs peines au personnel, en grande majorité féminin; comme dit l'un d'eux: «vous êtes les seules femmes à qui nous parlons.»

ORGANISER L'ACCUEIL

Le dispensaire reçoit une vingtaine de personnes par jour: les hommes du lundi au jeudi, les femmes le vendredi seulement car elles sont beaucoup moins nombreuses. En moyenne, les usagers ont une quarantaine d'années, mais les jeunes gens de moins de 25 ans totalement démunis sont de plus en plus nombreux. Ils sont souvent envoyés ici par d'autres structures dépendant de la Mairie de Paris, en particulier les quatre permanences sociales, Belleville (20e), Gambetta (20e), Mazas (12e) et Joinville (19e). Celles-ci sont chargées de l'accueil des SDF: l'attribution du revenu minimum d'insertion pour ceux qui ont plus de 25 ans et de la carte Paris Santé (qui permet de bénéficier de soins et de médicaments gratuits), plus généralement les démarches d'insertion. Par ailleurs, le centre reçoit régulièrement des personnes envoyées par une trentaine d'associations, des administrations, comme le Sraiosp (service régional d'accueil d'information et d'orientation des sortants de prison), ou les Eglises.

Un usager a droit à sept rendez-vous, pour un ou plusieurs services. Il vient en général une fois par semaine. Puis il doit reprendre contact avec la permanence sociale qui fait ainsi un bilan régulier de ce qu'il a entrepris pour (re)trouver un emploi et un logement. Ce système a plusieurs avantages. Il régule les flux de SDF sans empêcher que certains deviennent des habitués. Il permet d'éviter que les personnes les plus violentes ne se présentent. En effet, le dispensaire n'a pas, comme les permanences, plusieurs surveillants. Quand il y a des altercations, voire des bagarres, entre les usagers (pour l'utilisation d'une machine ou parce que l'un d'eux est éméché), si la responsable n'arrive pas à rétablir le calme en menaçant les excités de ne plus les accepter au centre, elle doit faire appel au commissariat de police de la rue Rémy-Dumoncel. Heureusement, les incidents de ce genre sont beaucoup moins nombreux qu'à l'ouverture du centre: le bouche-à-oreille fonctionne sans doute.

La rigueur du système explique aussi ses limites. Le fait de prendre un rendez-vous et de s'y tenir constitue un acte important dans la perspective d'une socialisation, mais les personnes les plus marginalisées ne sont pas en mesure de le faire: c'est pour cette raison que Xavier Emmanuelli a créé le Samu social (voir article p.4). D'autre part, le dispensaire, en soignant le corps et l'apparence physique, n'a qu'une fonction d'accompagnement dans le processus d'insertion ou de réinsertion sociale. Or rares sont ceux qui sortent de la galère. La rue mène souvent à l'alcool. Et puis, sans logement, garder un emploi, même précaire, est difficile, presque impossible. La directrice évoque le cas d'une jeune femme qui avait trouvé un emploi dans un hôpital, mais dormait toujours avec son mari dans un parking: ses collègues refusaient de déjeuner voire de travailler avec elle parce qu'elle sentait mauvais; elle a tenu deux mois.

Consciente des limites de son action, la directrice s'évertue à faire du centre un havre pour ceux qui souffrent, afin qu'ils y trouvent non seulement un réconfort physique mais aussi moral.

Laurence Croq

Hommage à l'abbé Pierre

L'HOMME VETU DE NOIR

Le froid a touché Paris, le froid a touché les hommes
Une femme est morte cette nuit les membres engourdis
Par le froid, on dit que son cœur a lâché
Sous son long manteau blanc elle cache bien sa faux
Qu'importe le nom qu'on lui donne ou la forme, elle frappe

Elle court, elle court la mort cette année-là

La nuit est tombée sur Paris, la neige étend son grand manteau blanc
Un homme vêtu de noir parcourt les rues de Paris
Il cherche l'incompris, il cherche la misère
Accompagné de ses disciples il apporte aux plus démunis
Un peu de chaleur, un bol de soupe ce n'est pas grand chose
Sauf s'il est donné avec amour

Elle court, elle court la mort cette année-là

Dans les rues de Paris la neige est tombée, il fait si froid
De rues en rues il marche, les membres engourdis par le froid
Il apporte l'espoir et la dignité à ceux qui les ont perdus
Un homme vêtu de noir au cœur rempli d'amour
Crie l'indifférence des uns pour les autres

Elle court, elle court la mort cette année-là

Un homme vêtu de noir il est pareil à la bouteille
Que l'on jette à la mer dans cet océan agité où les marées
Sont violentes il lutte les membres engourdis par le froid
Il frappe aux portes il ne tend pas la main pour lui
Mais pour les pauvres et les sans-abris

Elle court, elle court la mort cette année-là

Il demande d'ouvrir vos portes, non celles de vos maisons
Mais celles de vos cœurs, tendre la main c'est aussi apporter
Du bonheur à celui qui n'en a pas
Tendre son cœur c'est apporter un peu de chaleur
Elle réchauffe plus qu'un vulgaire feu de bois
Quand elle sort d'un cœur qu'il soit petit ou grand.

Elle court, elle court la mort cette année-là.

Patrick Chantereau

HUMEUR

Station Gaîté, direction indifférence

PHÉNOMÈNE de société ou phénomène lié à l'asphyxie cérébrale de toutes ces têtes embrumées du petit matin, sombres et tristement fermées, hermétiques, stériles? La bouche béante du métro engloutit-elle à ce point ces êtres physiologiquement humains qui perdent alors le plus insignifiant réflexe d'humanisme? Non, je ne puis le croire; et pourtant, ce matin-là, un doute monstrueux m'a envahie.

Fait rarissime, une odeur de propreté et, j'ose l'écrire, de fraîcheur, accueillait les quelques voyageurs venus à la station Gaîté pour emprunter les voies souterraines du transport RATP. Le sol du quai brillait sous l'effet récurant d'une machine dirigée par deux employés. A chaque bonheur son inconvénient, la chaussée glissait: un léger dérapage, un soupçon de prudence, et me voici me voilà à l'autre extrémité de la station à attendre le prochain convoi.

LOURD SOMMEIL

Celui-ci stoppé, je monte, devinant à peine qu'une personne descend au même instant par une autre porte du wagon. Au moment où je me retourne, prête à subir les secousses engourdissantes, rituelles et fatales à ce moyen de transport, j'aperçois une gentille grand-mère, assise par terre, ne parvenant pas à se relever, encore émotionnée par sa chute et tout à sa surprise d'avoir succombé à une stupide glissade sur cet asphalte à peine luisant.

Quelques fractions de secondes pour réaliser que, de tous ces yeux vides et monstrueusement indifférents, pas un regard ne s'éveillera de crainte de se sentir obligé de porter une aide, une si petite aide, à cette brave dame, dont l'âge à lui seul devrait pourtant exiger un minimum de déférence. Elle était là, devant eux, ces hommes, ces femmes, et rien, rien. Oh, bien sûr, elle ne hurlait pas de douleur, ne semblait nullement blessée, mais elle demeurait assise, visiblement incapable de se redresser promptement. Mais non, ils ne bougeaient pas, refusaient de voir cette femme qui n'attendait qu'une main, un bras pour la soutenir.

SOURDE RÉVOLTE

Alors que je l'aidais à se lever et m'inquiétais d'elle, sa douleur, bien que timidement exprimée, provenait davantage de cette passivité malsaine des gens qui avaient voyagé avec elle, que de sa chute proprement dite.

A cet instant, de l'autre bout du quai, l'un des employés du nettoyage s'était approché et finit par accompagner aimablement cette sympathique grand-mère jusqu'aux marches salvatrices.

Assise peu après sur une banquette, j'hésitais entre la satisfaction de me sentir épargnée -à savoir non engluée- dans cette abominable mélasse de l'indifférence (ma réaction provenait d'un réflexe et non d'une réflexion, constatation qui m'incitait à penser que je n'étais pas trop atteinte par le mal) et une sourde révolte face à cette incroyable pétrification. Avec ou sans journal, walkman ou pas, tous ces pantins paraissaient statufiés, l'esprit englouti par les ténèbres de ces souterrains. Comme asphyxiés par l'air suffocant de leur propre endormissement.

Minable et lamentable torpeur que votre égoïsme, généreusement bordé, cynique le plus souvent, et abondamment servi par l'exigence de l'heure- ne vous en déplaise, l'excuse s'avère par trop fallacieuse: j'ai perdu pour le moins trois bonnes minutes; redoutable!

Paradoxalement, on nous bat les oreilles avec les records de dons, battus chaque année, grâce à l'attraction, très discutable, d'émissions ciblées. Pourquoi pas...! Mais, de grâce, n'en tirez aucune gloriole si vous ne savez plus tendre la main à une grand-mère...

Christine Terrasse

MATIERES ET LUMIERE A LA CITE U

Monique Bouquerel et Laurent Grévy exposent au pavillon suisse de la Cité universitaire internationale, boulevard Jourdan.

Monique Bouquerel utilise toutes sortes de matériaux (calque, tulle, carton ondulé, sable coloré...); elle conçoit sa création en fonction d'un espace que viennent habiter des danseurs ou des comédiens. Laurent Grévy donne quant à lui vie à la matière; il crée des croisements (par le modelage, la taille directe, l'assemblage, la coulure,...), des chocs de matériaux et aime à s'affranchir de la pesanteur par la suspension.

Ils ont choisi, ensemble, d'habiter un espace conçu par Le Corbusier, car ils y ont trouvé des lumières, des matières, des volumes, avec lesquels ils ont plaisir à dialoguer.

Vernissage mercredi 7 juin, à partir de 18 h. Cité U, pavillon suisse: 7, bd Jourdan, tél.: 44.16.10.10

LE 12 JUILLET, J'AI RENDEZ-VOUS AVEC MME PETLET

Une femme pleine de bon sens, Madame Petlet, quitte son mari et monte à Paris où elle trouve un emploi de nounou chez une scénariste de télévision survoltée. Cette dernière, en panne d'idées, harcelée par sa patronne avide d'audimat, découvre en Mme Petlet une source d'inspiration intarissable. Sans qu'elle s'en rende compte, elle l'épie et lui vole mille détails de sa vie pour écrire un feuilleton... Contre toute attente, le feuilleton a un succès fulgurant.

Voilà en quelques lignes l'argument de la comédie tournée rue de la Sablière et alentours, avec la collaboration des gens du quartier. La réalisatrice Camille de Casabianca est déjà l'auteur, entre autres, d'«Un Etrange Voyage» avec Jean Rochefort.

Au générique on retrouve Maïté, Camille de Casabianca, Michèle Laroque, Jean-Pierre Darroussin, Richard Guedj et Gérard Hernandez.Le film sort en salle le 12 juillet.

CÔTÉ OUEST

Philippe Arrouas, ancien «gentil organisateur» du Club Méditerranée, est aujourd'hui gentil restaurateur. Né un 13 février dans le 13e arrondissement, il y a 32 ans, il est venu s'installer juste à côté, dans le 14e. Philippe y travaille, y habite et s'y est même marié.

Son petit secret, ces plats entièrement frais, servis dans un décor chaleureux et exécutés à quatre mains avec son chef cuisinier. Mais l'autre secret de Philippe, c'est l'animation du lieu, ancien «GO» oblige. L'été, le samedi soir, des chansonniers poussent la chansonnette d'hier et d'aujourd'hui. Et toute l'année, au rythme de tous les deux mois, des artistes peintres exposent. Ici, entre deux bouchées, le bouche-à-oreille fonctionne et le calendrier d'exposition de Philippe est déjà plein pour l'année à venir. Certains clients n'hésitent pas à se lever en plein repas pour regarder de plus près les toiles.

Pour le plaisir de nos papilles et de nos pupilles, Philippe Arrouas nous attend «côté ouest».

Restaurant Côté Ouest: 21, rue de l'Ouest, tél.: 43.20.52.57.

Béatrice Szapiro

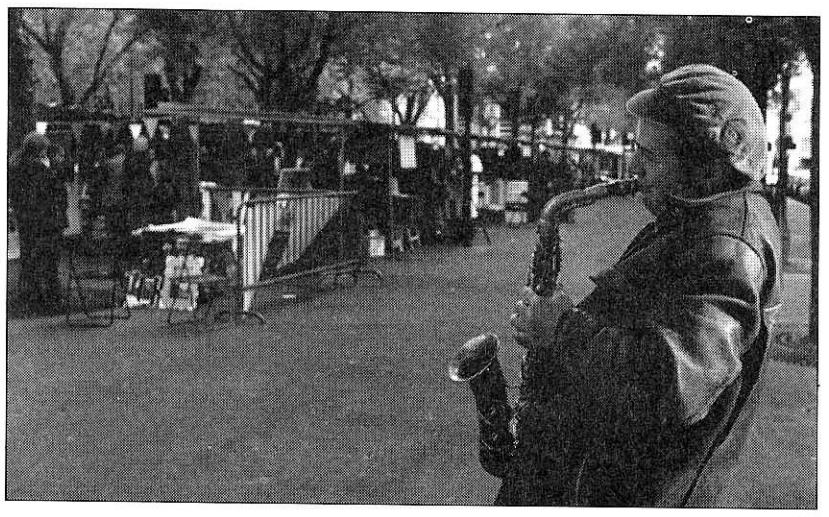
DEGUSTATION DE VINS

Au 197 de l'avenue du Maine (près d'Alésia) a ouvert, il y a un peu plus d'un an, une nouvelle cave, «Gilbert & Gaillard». Valery Namur, qui tient la boutique, a pris La Page en dépôt. Et il en vend... Renvoi d'ascenseur : il organise des dégustations : le 17 juin, du Cahors «Château du port» et le 24 du Côte-de-Provence «Domaine de Saint-Ser». Alors, si vous passez par là...

Marché des Artistes

LA CULTURE SOUS LES ARBRES

Le Marché de la Création Mouton-Duvernet a déjà un an et demi d'existence. Son inauguration officielle, en avril dernier, a confirmé son inscription dans le paysage de notre arrondissement. La Page a rencontré M. André Felten, initiateur de cette galerie d'art en plein air et président du G.I.E. (Groupement d'Intérêt Economique) des Marchés Libres de Paris.



Tous les dimanches, un saxophoniste met de l'animation sur le marché. (photo Eric Benoiton)

J.K. Abraham - Comment est venue l'idée d'un marché des artistes?

M. Felten - En fait, cette idée vient de ma fille. Mariée avec un Lyonnais, elle m'a fait visiter le marché des artistes qui se tient depuis quinze ans sur les bords de la Saône, et qui est vraiment une réussite.

Il se trouve que je dirige le G.I.E. des Marchés Libres de Paris: ce sont quatre marchés alimentaires (sur les cinquante-sept que compte la capitale), dont celui de la Place de la Mairie (appelé quelquefois du Petit Montrouge). J'avais donc des relations avec les élus du 14ème, en particulier avec M. Carter qui est également conseiller de Paris en charge des marchés.

J.K.A. - Ce n'est donc pas un hasard si vous avez choisi d'implanter ce marché des artistes dans le 14ème?

M. F. - Il est certain que le 14ème est un quartier de prédilection pour le monde artistique. Une grande partie des artistes de Paris y ont habité et continuent d'y avoir des ateliers. C'est une communauté qui aime bien pouvoir communiquer, se retrouver. Par conséquent, ils ont tendance à se regrouper: comme il y a une cellule à Montmartre, il y a une cellule artistique dans le 14ème.

J.K.A. - Combien êtes-vous dans l'Association du Marché Parisien de la Création Mouton-Duvernet?

M. F. - Une dizaine de responsables, pas plus: des élus du 14ème, des commerçants du marché alimentaire et des artistes. Le porteur de casquette, c'est moi. Les autres sont membres du conseil d'administration. Et puis, il y a les membres associés, les artistes du marché, mais on peut exposer sans être membre de l'association.

J.K.A. - Quels sont les jours d'ouverture du marché?

M. F. - Il a lieu toute l'année le dimanche. Cette année, à titre d'expérience, nous exposons également le samedi pendant les quatre mois qui sont censés être les plus cléments du point de vue du temps: avril, mai, juin, juillet.

Il a été ouvert en septembre 1994 comme structure d'animation de quartier, avec l'accord des élus du 14ème, mais sans l'autorisation de la Ville de Paris. Le 8 avril 1995, le marché a été inauguré, c'est-à-dire qu'il est désormais reconnu par les autorités municipales. Il va donc hériter d'un règlement qui sera le fait de la Ville de Paris et qui imposera toute une démarche administrative.

L'association conservera la gestion du marché, mais avec un contrôle administratif. Ceci permettra d'éviter l'anarchie quand le marché sera plus couru par les artistes.

SOUPLESSE SANS ANARCHIE

J.K.A. - Comment vous assurez-vous que ce sont les artistes qui viennent exposer leurs propres créations?

M. F. - Le matin, les artistes qui viennent sur le marché sont contrôlés par une personne habilitée. Ils sont munis d'une carte avec leur photographie et leur numéro d'enregistrement qu'ils ont obtenu après présentation d'un dossier devant une commission ad hoc. Cela évite l'anarchie comme à Montmartre. Nous avons essayé de bien structurer l'évènement de façon à ce qu'il y ait une administration en place, qu'il y ait un contrôle systématique.

Mais c'est très convivial... On ne vient pas avec un car de C.R.S !

Les artistes se présentent le matin à 10h30 sans avoir réservé, et louent un emplacement à un tarif très modique (21F H.T. le mètre linéaire de stand couvert): en moyenne, les stands font un peu plus de deux mètres. Le marché peut accueillir cent à cent cinquante artistes. En fait, ils sont bien plus nombreux le dimanche et les jours sans pluie !

J.K.A. -Faites-vous des bénéfices? Percevez-vous une commission lorsqu'un artiste vend un tableau ou une sculpture?

M. F. - Non, il n'y a pas de bénéfice au niveau de l'association. La gestion du marché, pour le moment, est même déficitaire. Sa trésorerie est alimentée par les commerçants du marché alimentaire dont je suis le responsable. Nous ne touchons pas non plus de commission, du moins pour le moment. Mais quand le contrôle administratif sera instauré, la mairie percevra des droits.

J.K.A. - Quels rapports entretient le marché avec les galeries d'art?

M. F. - Les artistes sont libres d'avoir n'importe quelle relation. Il est déjà arrivé que des responsables de galeries passent sur le marché, repèrent des artistes et leur proposent de prendre quelques œuvres en exposition. Il n'y a pas d'antinomie ni de rivalité entre marché et galeries. Il y a, je crois, une complémentarité. L'intérêt du marché, c'est justement de venir en aide aux débutants, de leur mettre le pied à l'étrier de façon à ce qu'ils puissent se gérer eux-mêmes, aller dans les galeries, être reconnus.

Propos recueillis par John K. Abraham

RETROSPECTIVE

Montparnasse à l'espace Electra

Jusqu'au 23 juillet, à l'espace Electra, une exposition nous permet de revivre une des pages les plus mémorables de l'histoire de Montparnasse. Une visite à ne pas manquer.

QUELLE EST cette tour de Babel qui, dès le début du siècle, joue à se déguiser 364 jours avant la mi-carême? Ce territoire qui ne dépasse pas dix hectares, où le Japonais sentimental peut passer des journées entières à la terrasse d'un café pour attendre la Suédoise de ses rêves, et où un Peau-Rouge peut tranquillement se laver les pieds dans un ruisseau sans attirer les foules? Ce lieu où les cafés débordent à chaque heure de nouveaux visiteurs? Cette banlieue - un peu éloignée de New York - où s'amusent les Américains? Cet endroit où se côtoient une gare et une étrange colonie d'esthètes qui se nourrissent de triangles isocèles sur toile?

Quel est ce cimetière du même nom où repose l'auteur des «Fleurs du Mal»? Ce lieu où le dadaïsme, le cubisme, le fauvisme, font l'objet de discussions effrénées, ce creuset intellectuel où les premiers surréalistes allaient hypnotiser la jeunesse, et où retentirent les premiers chants d'Apollinaire, de Max Jacob et de Blaise Cendrars?

Quel est cet étrange périmètre que Modigliani choisit pour épanouir son génie et Picasso pour dévoiler ses «Demoiselles d'Avignon»?

C'est un quartier de Paris qui a toujours attiré plumes et crayons: Montparnasse.

DIX-HUIT FILMS POUR UNE LÉGENDE

Jean-Marie Drot, commissaire de l'exposition «Les heures chaudes de Montparnasse», a eu la riche et généreuse idée d'en retracer l'histoire à l'aide de toiles de maîtres bien sûr, mais aussi d'affiches originales, de dessins, d'épreuves photographiques, de revues d'époque, de sculptures et même de vidéos. 18 films documentaires sur celles et ceux qui « pensaient « et « sentaient « Montparnasse, tournés par lui-même dans les années 60 sont programmés dans le studio du sous-sol.

Promenons-nous sur les deux niveaux de cette exposition fascinante, où la scénographie d'Edouard de Bailliencourt fait bien revivre ce village parisien. Comment vous décrire le visage du marchand de tableaux D. Kahnweiler lorsqu'il parle de sa première rencontre avec Picasso, ou Aragon lorsqu'il raconte la «fameuse soirée» de la Closerie où la maréchaussée dut intervenir pour calmer les ardeurs des jeunes surréalistes? Comment dépeindre la grande toile de Marevna: «Hommage à Diaghilev et aux amis du train bleu»? Comment vous parler du fameux «Groupe des Six» avec Jean Cocteau? Comment vous inviter au «Boeuf sur le Toit», célèbre restaurant où tout ce qui comptait à l'époque se donnait rendez-vous: Eric Satie, Francis Poulenc, Darius Milhaud? Comment naviguer entre les rayogrammes de Man Ray, Kiki de Montparnasse et la toile de Tamara de Lempicka: «les deux amies»?

UN CARREFOUR POUR LES POETES

Au deuxième étage de l'exposition, entre les «ateliers» de Modigliani, Soutine, Giacometti, a même été aménagé un carrefour pour les poètes...

Asseyez-vous à côté du tableau de Ferdinand Desnos: «Le poète Paul Fort à la terrasse de la Closerie des Lilas» et regardez, à travers cet étrange jeu de glaces, les visages de Breton, Elsa Triolet, Soupault, Tzara,...

Qu'il est difficile de quitter ce kaléidoscope d'auteurs qui allaient révolutionner la poésie...

En sortant de l'exposition rue Récamier, je pense à ce qu'a écrit l'écrivain et spécialiste des Montparnos Michel-George-Michel: «pour connaître Montparnasse, il faut y aller, au risque d'attraper la vérole Montparnasse». Je choisis la Closerie des Lilas, chère à Hemingway. Madame Milan, la patronne, qui a continué pendant des années à organiser des soirées poétiques, trône à l'entrée. Monsieur Claude, le barman, raconte l'histoire de la Closerie à des touristes belges. Le bar américain est silencieux. Mais il ne faut jamais se fier aux apparences. Un habitué, rentrant un après-midi à la Closerie, s'écria: «Mais il n'y a personne ici!». Effectivement, il n'y avait pas foule, seulement deux immigrés russes en train de jouer aux échecs: Trotski et Lénine! C'est précisément à la table de Lénine, Paul Fort, Apollinaire et André Salmon (signalées par des plaques de cuivre) que je reconnais l'artiste-peintre Marlies-Andrea Funke, qui pratique l'abstraction, Angelika Schneeberger, marchand de tableaux pour l'Allemagne et la France, et Floriana Joannucci, scénographe vivant et travaillant entre Paris, Rome et la Toscane. La discussion s'engage sur toutes les formes d'art des vingt dernières années. À 22 heures, la Closerie, noire de monde, retrouve son ambiance d'antan. À la fermeture de l'établissement (il est 2 heures du matin), nous remontons le boulevard Montparnasse jusqu'à la rue Campagne Première; quasiment ensemble, nous levons les yeux vers les grands ateliers du 31 bis. Tout est éteint. Les lumières de Man Ray et de tous ceux qui ont pris part à ce grand drame de l'art et de la poésie du début du siècle ne s'allumeront plus.

Rémy-Pierre PETRE

Les heures chaudes de Montparnasse
Espace Electra, 6 rue Récamier 75007 Paris, Tél 42 84 23 60 Métro Sèvres-Babylone, jusqu'au 23 juillet 95, ouvert de 11h30 à 18h00, fermé lundi et jours fériés. Prix d'entrée : 25F, tarif réduit 10F

CHRONIQUE LITTERAIRE

Les riches heures d'une librairie

Samuel Beckett, une fontainière, des facteurs... François Perche, notre libraire-écrivain du 49 boulevard Saint-Jacques, nous livre la suite de son journal.

Je suis attentif aux voix.

- J'ai mangé comme une vache, me dit Francine, en s'affalant sur le divan dans l'arrière-boutique.

- Je voudrais un livre pour ma belle-soeur qui a toujours envie de mourir, mais je ne veux pas un livre gai, ça serait trop facile, me demande une femme entre deux âges.

- Je voudrais un livre qui raconte la vie d'une femme, tout simplement, une vie qui explose d'une façon brutale à la fin, me demande une femme au visage inexpressif.

- Je voudrais un livre qui raconte l'histoire d'une myriade d'individus, et qui se retrouvent pour terminer dans un seul corps, me demande un homme dans la soixantaine, et qui a l'air d'avoir beaucoup vécu.

- Je voudrais un livre qui ne raconte rien, un livre neutre, me demande une jeune femme au visage tourmenté.

- Regardez mon ventre, dit Francine, on dirait que j'ai avalé des livres, tellement j'ai mal.

LA DAME AU CHAT

- Alors, vous vendez des livres?

Elle avait des cheveux noirs, une robe noire.

- Alors comme ça, vous vendez des livres?

Elle avait des yeux noirs.

- Avez-vous une idée de ce que vous vendez?

Elle était pâle. Elle n'arrêtait pas de jeter des regards circulaires autour d'elle.

- Vous n'allez pas me dire que vous avez lu tous les livres que vous vendez?

Elle avait une marque près du nez, comme une griffure.

- Vous vendez tous les livres que vous avez, mais vous n'aimez pas tous les livres?

Elle se tenait droite, à la limite de la raideur. Sur son front, une ride. Ses mains tremblaient légèrement?

- Je vois à vos yeux que vous ne savez que vendre les choses que vous aimez.

Elle parut accablée, brusquement. Elle avait une ride à la commissure de ses lèvres.

- Avez-vous de l'aspirine?

- Je ne suis pas pharmacien.

- Je sais bien.

Elle avait l'air agacé, tout à coup.

- Mais un libraire se doit d'avoir de l'aspirine, la lecture donne souvent mal à la tête.

Je remarquai ses dents, couleur vieil ivoire.

- Je voudrais que vous me conseilliez un livre.

Son corps était à la limite du déséquilibre, je le devinais prêt à craquer, à se casser.

- Je voudrais un livre qui plaise à mon chat.

Mon regard revint vers la légère griffure, à la base du nez.

- Lorsque je lis, je lis à haute voix, j'aime entendre ma voix, je suis mal à l'aise lorsque je lis seulement des yeux, mais mon chat écoute, et lorsqu'il n'aime pas ce que je lis, il me griffe.

Alors, d'un geste que rien ne laissait prévoir, elle enlève sa robe d'un seul mouvement rapide. Elle était nue au milieu de la librairie, son corps affreusement envahi de griffures rouges.

Un an après, une dame pousse la porte de la librairie, mais n'entre pas.

Coucou, c'est moi, mon chat va beaucoup mieux, il écoute tout ce que je lis sans me griffer!

J'ai mis un certain temps avant de la reconnaître, ses yeux avaient l'air d'être morts. Seule sa voix était primesautière.

SOUS VOTRE PROTECTION

Un homme, la cinquantaine, les mêmes yeux blasés que les acteurs américains :

- Monsieur, ce que je vais vous dire est de la plus haute importance: je viens me mettre sous votre protection. C'est très grave, ce qui m'arrive. Officiellement c'est très grave. Mon nom est dans le journal officiel. Officiellement je viens me mettre sous votre protection. Vous ne pouvez pas me refuser ça. Toutes les polices de France, et même Interpol me recherchent. Nous en sommes presque à la fin d'une époque. N'ayez pas peur, je ne suis pas armé. Je vais m'installer ici, je serai bien, je ne vais pas m'ennuyer, avec tous ces livres. S'il vous plaît, Monsieur, veuillez me faire de la place.

- Il n'en est pas question. Il est l'heure que je ferme la librairie.

- Décidément, je serais encore mieux protégé à Sainte Anne!

OLGA

Beaucoup de pensionnaires de Sainte Anne viennent faire un tour à la librairie, acheter des livres, les feuilleter, parler, une façon pour eux de s'échapper de l'horreur quotidienne.

Souvent aussi, lorsqu'ils sont «libérés», ils viennent accomplir ici leur premier geste de liberté: l'acquisition d'un livre. En général ils restent longtemps, ils choisissent avec soin; on se rend compte que c'est un acte important, ce premier geste accompli dans la liberté.

Celle-là, elle m'avait dit s'appeler Olga; je l'ai cru.

Elle a rectifié: je ne suis pas russe, mais norvégienne. Pourquoi pas?

Elle sent le bol de lait chaud, me disait un de mes clients.

La fois suivante, une odeur de whisky.

Elle avait les yeux tristes.

Puis elle n'est plus venue pendant quelque temps.

Un matin, elle rentre. J'étais seul, à la librairie. Je fus frappé par son visage. Il avait durci, aurait-on dit. Et étrangement épaissi. Son regard n'était plus du tout assuré. Ses lèvres s'agitaient de légers tremblements. Elle semblait parler avec difficulté.

Je hais les psychiatres! elle hurla tout à coup. Je me rendis compte qu'elle aurait voulu pleurer, mais qu'elle ne pouvait pas. Elle s'agitait furieusement sur le tabouret. Regardez ce qu'ils ont fait de moi!

Elle serrait convulsivement son sac sur sa poitrine.

Je ne savais quoi faire. Je lui ai lu des poèmes. Son corps avait l'air de se détendre; ses mains ne se crispaient plus sur son sac.

Elle s'est levée, est sortie sans rien dire. Sur le trottoir, son dos s'est voûté.

Encore quelques mois plus tard, la voilà de nouveau dans la librairie.

Elle avait grossi. La paupière de son oeil droit semblait irrésistiblement attirée vers le bas. Elle me prit la main:

- Ils disent que je suis guérie, je sors pour toujours, du moins je l'espère. Si j'ai un conseil à vous donner, lorsque vous voulez faire une tentative de suicide, ne vous manquez pas. Sinon après c'est l'horreur. Vous ne pouvez pas savoir ce qu'ils font de vous, là-bas.

Après avoir longuement fouillé dans les rayons, elle m'a acheté « Alice au pays des merveilles». Le plus beau livre érotique, m'a-t-elle affirmé.

MÉLI-MÉLO

Mais je n'ai pas que des clients pensionnaires de Sainte Anne.

Tout à l'heure, une dame, soixante ans, à peu près, ses joues semblaient pâles de fatigue:

- Je voudrais un livre qui parle des oiseaux, quelque chose de doux et gentil, vous comprenez, j'ai tellement souffert dans ma vie.

Francine est entrée, les bras chargés de fleurs: Regardez ce que je vous apporte encore aujourd'hui, on ne peut pas dire que vous n'êtes pas gâté, vous.

Une dame, entre deux âges: Pouvez-vous me vendre un bouquet de fleurs?

Pierre: Le téléphone a sonné cette nuit, je n'en croyais pas mes oreilles: une voix d'outre-tombe! Quelle frayeur!

Ariane: On me téléphone tous les matins à sept heures pour me dire que l'on ne m'aime pas!

Pierre: Vous vous rendez compte, on m'a téléphoné d'outre-tombe! L'angoisse.

Une dame, fébrile, des lunettes noires: Monsieur le libraire! J'ai perdu mon regard! Je suis perdue dans mes rêves d'enfance! Le fil de ma vie est tendu à se rompre!

Un homme, les traits burinés: Bonjour, j'ai cinquante ans, j'étudie la philosophie de Voltaire, je suis plus intelligent que mon père, je suis Russe, je vais en Iran enseigner le judo, j'aimerais un livre sur les cocottes en papier.

Un homme, barbe blanche, les yeux étonnamment bleus: Je voudrais un livre capable de m'accompagner pendant la dernière partie de ma vie.

Un policier en tenue: Je voudrais un livre pour ma belle-mère, je ne connais pas ses goûts, mais je voudrais absolument que ma belle-mère lise. On dit que la lecture élargit l'esprit. C'est comme la musique, ça adoucit les moeurs. Moi je joue de la flûte.

Lorsqu'il est sorti, sa matraque faisait flop flop contre son pantalon.

François Perche

Dimanche 21 Mai,
rue Vercingétorix,
c'était la fête.
Comme l'année dernière,
Rue Daguerre.
Encore une fois
ce fut une réussite.
Rendez-vous dans un an.

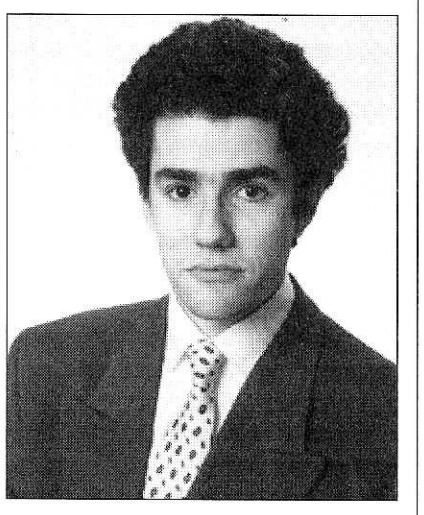
L'EQUIP'PAGE

est l'association éditrice de La Page. Vous pouvez en devenir membre et, ainsi, participer à notre travail. Adhésions: 50F. Chèques à l'ordre de L'Equip'Page, BP53, Paris cedex 14.

Nicolas Celoro, pianiste

LE TOUR DU MONDE EN QUARANTE-HUIT TOUCHES

Nicolas Celoro vit modestement rue Jonquoy. Lorsqu'il n'est pas en tournée il répète chez lui, dans une toute petite pièce qui ne contient que l'essentiel, c'est-à-dire un piano et... une harpe!



NICOLAS n'a pas 28 ans et a déjà derrière lui une assez longue carrière de concertiste, couronnée de pas mal de succès. En 1981, à 14 ans, il obtient un premier prix du Conservatoire national de musique de Versailles puis, deux ans plus tard, le prix d'honneur du concours international de la ville de Versailles. C'est à partir de ce moment que commence une carrière qui lui promet un grand avenir de musicien de talent, grand maître du clavier. A 19 ans à peine, il se produit en Espagne, en Allemagne et en Autriche. Son répertoire très étendu dès son plus jeune âge comprend classiques et romantiques.

Grâce à son talent, son service militaire dans la Marine, ressemble un peu à une épopée. Choisi pour être l'ambassadeur de la musique française en tant que pianiste officiel à bord du navire-école *La Jeanne d'Arc*, il navigue en 1991 et 1992 d'Istanbul à Vladivostok en passant par l'Afrique, l'océan Indien et le sud-est asiatique. Du coup, il peut se produire, à l'occasion d'escales, à Tokyo, Manille, Hong-Kong, etc. avec beaucoup de succès. De grands maîtres comme Gyorgio Cziffra l'aident dans le développement de son expression personnelle et dans l'acquisition d'un répertoire impressionnant.

UNE ÉMOTION PROFONDE

« Si j'ai parfois joué beaucoup d'œuvres de Chopin, c'est que je pense pouvoir créer une interprétation personnelle, plus satisfaisante pour moi que ce que d'autres font entendre, explique Nicola Celoro. *Brahms, par exemple, me semble plus généralement interprété de façon plus satisfaisante. De toute façon, la musique est pour moi un moyen de communication différent de la communication intellectuelle. Elle crée une émotion profonde dont on ne peut s'échapper. C'est l'une des rares activités qui permet ce que je juge le plus agréable dans la vie : l'évasion de l'immédiatement utile. »*

Ce jeune homme ne pense pas seulement à sa carrière de concertiste. La composition l'intéresse comme moyen de communication musicale. Par ailleurs, des expériences plus personnelles, comme par exemple l'improvisation, peut-être du jazz, l'intéressent pour trouver un chemin vers une expression toute personnelle. Il trouve que Paris est une ville *« séduisante »* et, naturellement, le 14e, malgré toutes les difficultés rencontrées par un jeune artiste fait pour « la vie en rose ».

John Kirby Abraham

ECOUTER NICOLAS CELORO

Notre jeune prodige s'est déjà produit à Paris, en l'église Saint-Merri, et à Auteuil. On pourra l'écouter à nouveau le dimanche 11 juin à 16 h.30 à la fondation Cziffra, à Senlis, dans la chapelle royale Frambourg, et au festival Chopin, le 25 juin, dans le cadre du château de Bagatelle, au bois de Boulogne.

Si vous ne pouvez pas assister à ces concerts, il vous est toujours possible de l'écouter tranquillement chez vous, sur disques Lyrenx (n°142 et 143).

Pause café

COUPS DE THEATRE

DU 11 AU 15 AVRIL, la compagnie du Théâtre sur la place a recommencé ses « coups de théâtre » dans cinq cafés du quartier. Comme l'année dernière, cette sympathique initiative a eu un grand succès. Ainsi, le 13 avril vers 20 heures, il y avait foule au Tabac d'Orléans, avenue du Général-Leclerc (sans doute le même accueil a-t-il été obtenu dans les quatre autres cafés où le spectacle a été présenté).

Le patron et les serveurs avaient fort à faire pour servir et caser tout le public. L'un des acteurs, vêtu en garçon de café, mettait tout son talent à canaliser dans la bonne humeur les déplacements des tables, des chaises, des verres et des sandwichs pour permettre au plus grand nombre de spectateurs de s'asseoir et de se restaurer un peu avant le début du spectacle. Malgré cela, on a dû refuser du monde.

La pièce «On joue ... feu!», comédie policière dans un café qu'écrit M. Emile à sa caisse entre deux commandes, a été menée avec feu et enthousiasme par les quatre comédiens qui se sont livrés à des sketches divers sur la vie de tous les jours dans le quartier. Tour à tour, chacun d'eux incarnait plusieurs personnages (M. Edouard, Mme Yvette, la concierge, le poissonnier, le commissaire de police, le boucher, Marie la Belle, etc.), venus au zinc soit pour s'envoyer plusieurs verres d'alcool soit simplement pour raconter quelque potin. Les spectateurs aussi ont quelquefois été sollicités pour donner leur version des faits. Le tout a été mené pendant près d'une heure et demi avec brio et beaucoup de drôlerie.

L'action se passant au bistrot, patron et garçons de café ont joué leur rôle avec naturel. Beaucoup d'éclats de rire ont salué le comique des situations, des costumes, des jeux de mots («un crime en tandem dans le quatorzième», etc.)... le tout semblait par moments plus près de l'improvisation que d'un texte écrit.

Bravo pour ce genre d'entreprise qui, grâce à ces acteurs, a été un franc succès, un plaisir et une détente pour passants et voisins du café.

Edwige Jakob

RAS LE BOL

Le printemps est arrivé avec le soleil ; le dynamisme, l'espoir reviennent. Pourtant, si les bourgeons se sont ouverts, ils ont dû être bien déçus par l'air qu'ils respirent.

Je n'en peux plus. J'ai 28 ans, encore de la force, mais pour combien de temps à traverser quotidiennement Paris à vélo. Je me demande quotidiennement aussi si je dois continuer à vivre dans cet enfer d'automobiles, de bus, de camionnettes polluantes et bruyantes. Heureusement, j'ai mes boules Quies ! Mais le masque antipollution, ce n'est pas pratique et ça fait peur aux gens !

J'aime Paris pour son architecture, son animation (pas celles des voitures). J'ai une idée : pourquoi ne pas faire pression sur la Mairie de Paris pour qu'elle mène une campagne rigolote (style celle sur « apprendre le caniveau à son chien ») afin d'encourager les Parisiens à prendre leur vélo ?

En été, il sera trop tard : les temps chauds s'accompagneront de grosses vagues de pollution et les élections seront passées...

Nicolas Schmitt

ZAC MONTSOURIS

Plus de mille lettres adressées au commissaire enquêteur. Huit cahiers remplis sur place par plus de trois cents personnes. La tonalité générale de la consultation est conforme aux positions des associations locales : projet à revoir ! Le commissaire enquêteur devrait rendre son rapport avant l'été et le Conseil de Paris décider de la suite à donner aux éventuelles observations dudit commissaire.

Ce sont les sans-logis du 41, avenue René-Coty qui auraient aimé susciter autant d'intérêt...

UN SACRÉ BONHOMME

Roger venait parfois au « pot des lecteurs » de *La Page*. Il avait toujours plein d'idées d'articles centrés sur son combat principal : la défense des droits de l'homme. Il était membre de la ligue du même nom, dont il présidait la commission des droits économiques et sociaux.

Ce combat, il aimait le mener sur le terrain : en particulier auprès des travailleurs immigrés, dans les foyers du quartier. Ces derniers mois, il était encore conseiller d'arrondissement.

Sous des airs bourrus, Roger était un homme ouvert, d'une grande sensibilité, il essayait de comprendre les gens. La maladie l'a emporté le 25 avril dernier.

Salut, Roger.

LA MAIN A LA PAGE

Il y en a qui signent des articles, il y en a d'autres dont les noms n'apparaissent jamais. Pourtant, ils et elles participent aux discussions, tapent des articles, les relisent, font des photos, recherchent des publicités, diffusent le journal, le vendent sur les marchés, etc.

La Page n°26, c'est: Anne Ballet, Agnès Bayatti, Jacques Blot, Pierrick Bourgault, Pierre Bourduge, Juliette Bucquet, Patrick Chantereau, Laurence Croq, Marnix Dressen, Jeanne Durocher, Amélie Dutrey, Armand Eloi, Jean-Michel Guillon, Béatrice Hammer, Imagem et Adela, Edwige Jakob, John Kirby Abraham, Margot Laurenceau, Patrice Maire, Jean-Luc Metzger, Bruno Négroni, Christophe Pelletier, François Perche, Rémy-Pierre Pêtre, Caroline Sarrion, F. Sacquet, Nicolas Schmitt, Omar Slifi, Justine Sohier, Béatrice Szapiro, Christine Terrasse...

CICA
Notre patrimoine en débat

Lors du dernier Comité d'initiative et de consultation d'arrondissement, les associations du quartier étaient invitées à discuter du patrimoine du 14e. Compte-rendu.

LES ASSOCIATIONS présentes à la mairie d'arrondissement le 30 mars, pour la réunion du Cica se sont peu exprimées, chacune d'elles n'ayant droit qu'à une intervention. Les idées sur la conservation du patrimoine relèvent plus du coup de cœur que de concepts bien construits, aussi ont-elles surtout évoqué des opérations ponctuelles, à l'exception de l'Association de sauvegarde de La Bélière qui a fait valoir une vision plus globale sur la politique d'urbanisme. On peut s'étonner de l'absence des associations opposées à la ZAC Alésia-Montsouris (voir La Page n°25 et ci-contre); avaient-elles été convoquées, sont-elles membres du Cica?

Dans son discours introductif, Lionel Assouad, maire du 14e, a tout d'abord reconnu que des erreurs pouvaient être commises en matière d'urbanisme. Prenant de la distance par rapport au passé, il a reconnu que les grandes tours construites vers la rue de Gergovie n'étaient pas une bonne solution, même si elles avaient remplacé un habitat vétuste et insalubre que tout le monde souhaitait voir démolir... Il a aussi conscience du fait que les architectes ont une fâcheuse tendance à n'avoir d'yeux que pour leur œuvre, au point de ne plus voir ce qu'il y a autour. Il s'est montré par ailleurs sensible aux espaces verts, à la physionomie de village que certaines rues ont gardée depuis le siècle dernier. M. Assouad a notamment indiqué que, sous son impulsion, certains passages, ou petites rues d'un charme champêtre étonnant telle la villa d'Alésia, ont été classés en zone «UL» (où l'on ne peut construire de bâtiments de plus de deux étages). Ce type de mesure a réellement un effet dissuasif sur les promoteurs. Enfin, il a déclaré être hostile au bétonnage à outrance (cela paraît contradictoire avec son soutien à la ZAC Montsouris et à de nombreuses opérations engagées ces dernières années). Mais le maire du 14e estime que les architectes savent de mieux en mieux faire des constructions qui ressemblent au bâti environnant.

BÉTONNAGE À OUTRANCE

Lionel Assouad a ensuite donné la parole au président de la Société historique et archéologique du 14e, M. Cottard, qui a longuement énuméré, rue par rue, les bâtiments, enseignes et autres éléments architecturaux qui lui semblaient dignes d'intérêt.

L'Association de sauvegarde de La Bélière a quant à elle rappelé qu'au cours des deux ou trois dernières années, le quartier Daguerre avait beaucoup perdu de sa substance, et que rien n'avait été fait pour l'empêcher. Ce qui faisait le charme de ce quartier, c'est un peu son aspect de village, avec ses petites maisonnettes, mais c'est aussi et surtout une âme, qui lui vient des peintres de Montparnasse, d'un mélange de milieux populaires ou plus bourgeois et de lieux de culture ou de convivialité. Or on a laissé s'y élever des immeubles de cinq étages à côté de maisons d'un ou deux étages; celles-ci font figure de dents creuses, et sont facilement la proie des promoteurs. La partie piétonne de la rue a un charme haussmannien mais elle débouche, d'un côté, sur le McDonald's et, à l'autre bout, avenue du Maine, sur l'ignoble hôtel de police.

Les lieux de culture ou de convivialité disparaissent. Le Centre américain a été détruit, puis l'ancien marché couvert de la rue Daguerre. Il n'y a plus d'accordéoniste au café «Le Petit Robinson» ou au café Coste du vieux marché, et La Bélière, une guinguette comme il n'en existe plus dans Paris, risque de disparaître elle aussi. Les artistes, peintres, sculpteurs ou photographes, sont chassés par la spéculation immobilière; les promoteurs détruisent leurs ateliers, ou les rénovent puis proposent des relogements au même endroit avec des loyers trois fois plus élevés. Il serait souhaitable qu'il y ait des ateliers d'artistes au 19, rue Daguerre, comme il y en avait autrefois.

PERTE CULTURELLE

M. Assouad a répondu, à propos du Centre américain, que la suppression du mur de l'ancienne construction permet d'avoir une vue sur un espace vert, et il a estimé qu'on peut admirer l'audace architecturale d'un bâtiment quasiment translucide. Il a passé sous silence la perte de vie culturelle que représente le déménagement du Centre américain dans le 12e pour le quartier (perte qui est un gâchis à tous points de vue puisque cette opération débouche sur un fiasco financier). En ce qui concerne la promesse faite en juin 1991 de faire préemption pour l'ancien marché couvert, le maire a expliqué que cela aurait coûté beaucoup trop cher à la commune. D'une manière générale, il est très réticent à accorder des subventions.

Parmi les autres intervenants, l'Association du jardin de la rue de Châtillon a demandé que la municipalité renonce à vendre une jolie maison, dans un cadre de verdure. Une autre association a protesté contre un appendice en ciment de mauvais goût à l'église Notre-Dame-du-Rosaire.

On a enfin assisté à une passe d'armes entre Pierre Castagnou, conseiller socialiste, et Lionel Assouad à propos du projet de construction de bureaux sur le site de Denfert-Rochereau. Le maire s'est défendu en expliquant que ceux-ci seraient construits avec un étalement tel qu'ils ne seraient pas visibles depuis la rue. M. Castagnou a maintenu qu'il paraissait aberrant que l'on veuille encore construire des bureaux alors que le marché en était saturé. Il a par ailleurs jugé que la Mairie était tout à fait en mesure de faire des efforts financiers pour sauver certaines maisons auxquelles les habitants du 14e étaient attachés.

BILAN DÉCEVANT

Le discours du maire sur les espaces verts, le bétonnage à outrance, le charme de certains passages, villas et petites rues, était destiné à faire naître beaucoup d'espoirs. Mais il laisse un sentiment de déception. Comment y croire, puisque, sur le plan de la législation, on n'a vu apparaître que la loi Bosson en 1993, très favorable aux promoteurs, et puisqu'on ne voit toujours pas comment pourraient se mettre en place concrètement des conceptions nouvelles de l'urbanisme.

Jusqu'à présent, les associations ont été bien seules dans leur combat; c'est une association qui a sauvé le Marais, et non la Ville de Paris! Et il est regrettable que notre pays ne se donne pas les moyens de résister à la pression de la spéculation pour préserver le charme d'une des plus belles capitales du monde, que des millions de personnes visitent chaque année!

Patrice Maire

Souvenirs de Résistance

LA MEGERE DE LA RUE DAGUERRE

Lise London publie ses mémoires des années sombres. Elle raconte notamment l'action de résistance qui lui valut la déportation. C'était en août 1942, rue Daguerre.

SI VOUS ETES passionné(e) par la Seconde Guerre mondiale et la Résistance, vous aurez déjà lu ce livre. Peut-être même aurez-vous rencontré Lise London en chair et en os lors de la séance de dédicace organisée le 11 mai par la librairie L'Arbre à lettres... A moins que la multiplication des témoignages sur cette période ne vous laisse sceptique quant à son intérêt («un de plus»); dans ce cas, surmontez vos hésitations, ces mémoires sont passionnants à plus d'un titre.

Lise London, qui est aujourd'hui une vieille dame de près de 80 ans, est une personnalité forte et originale, sa vie fut tout sauf ordinaire. Fille d'immigrés espagnols, communiste, elle raconte ici sa vie pendant l'Occupation: la Résistance à la tête de l'Union des femmes patriotes de Seine-et-Oise, puis de la région parisienne, la prison, la déportation. Elle a écrit ses souvenirs après 1986, c'est-à-dire après le décès de son mari, Artur London (surnommé «Gérard»), communiste tchèque victime du procès stalinien de Prague (raconté dans «L'Aveu»).

Son livre est marqué par le souci de rendre un dernier hommage à ces ami(e)s ou ces rencontres d'un jour qui ont payé de leur vie leur engagement dans la Résistance, le fait d'avoir été juif ou simplement d'avoir été trop bavard, qui ne sont plus là pour témoigner. Cela alourdit un peu le texte, surtout dans les cent cinquante premières pages où l'on perd parfois le fil, mais le devoir de mémoire n'est pas ici un vain mot.

A L'OUVERTURE DU FÉLIX POTIN

Ne croyez pas, comme le titre de l'ouvrage pourrait le laisser penser, qu'elle a passé la guerre dans notre arrondissement. Ce surnom de «mégère de la rue Daguerre», elle l'a gagné par le discours qu'elle a tenu au coin de l'avenue d'Orléans, le 1er août 1942, «pour ranimer le courage et prouver l'impossibilité de venir à bout de la Résistance par la terreur».

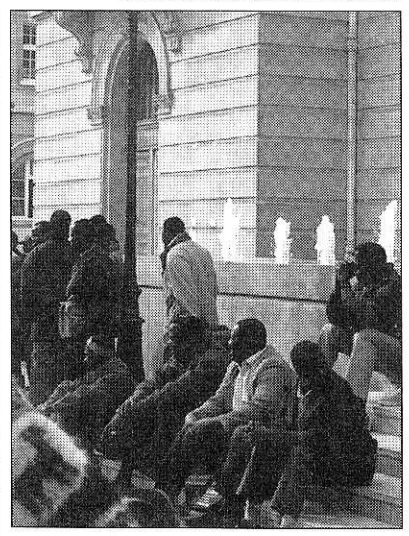
A l'heure de l'ouverture du magasin Félix Potin, elle osa haranguer ainsi les ménagères en les incitant à la révolte contre l'occupant. Arrêtée, elle est condammée à la prison, puis à la déportation à Ravensbrück.

La force de son récit tient à la position qu'elle occupe au cœur de plusieurs réseaux de solidarité. Sa famille d'abord: la maternité, loin d'être vécue comme un fardeau, est source de réjouissances, elle permet de surmonter l'isolement et l'affliction de la prison. Au-delà, les communistes. Et puis dans un troisième cercle, ses compagnes de captivité avec lesquelles, derrière les barreaux comme derrière les barbelés, elle organise une micro-société: le partage contre l'individualisme, le soutien aux plus faibles contre la loi du plus fort, la fête contre le désespoir constituent le dernier rempart contre la mort.

L'enfermement ne tue pas son engagement en faveur de la Résistance: elle revendique haut et fort son statut de prisonnière politique et sa confiance dans la prochaine défaite du nazisme.

Laurence Croq

Lise London, «L'écheveau du temps, La Mégère de la rue Daguerre, Souvenirs de résistance», Seuil, 1995, 412 p.,145F.



FOYER DES ARBUSTES : LA FAUTE AU BAS ?

Le 15 mai dernier, lors de la séance du conseil d'arrondissement, une trentaine de personnes (pour l'essentiel des résidents du foyer) s'étaient réunies devant la mairie du 14e. Elles voulaient obtenir de Lionel Assouad le retrait du projet visant à expulser des résidents immigrés du foyer des arbustes pour remplacer leurs chambres par des logements réservés à des RMIstes (voir *La Page* n°25).

Face aux interpellations des élus de l'opposition, le maire du 14e s'est contenté d'insister sur son irresponsabilité : « *C'est le bureau d'aide sociale...* » A suivre...